

***l'Anti*capitaliste**

n°385 | 25 mai 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NOUVEAU GOUVERNEMENT, VIEILLE POLITIQUE ANTISOCIALE



ARRÊTER ^{LES} MACRONNERIES!

Dossier

**TRUMP, IMPEACHMENT
ET RAISON D'ÉTAT**

Pages 6 et 7

ÉDITO

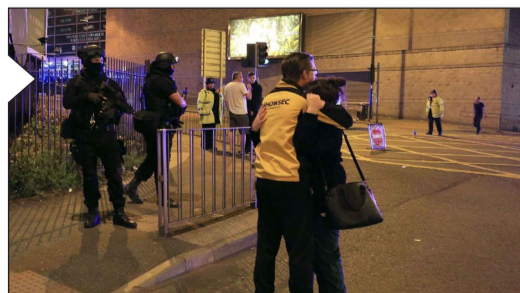
**L'attentat de Manchester,
une saloperie**

Page 2

PREMIER PLAN

**Plans sociaux: état des lieux
d'une catastrophe sociale**

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Tunisie: le sud du pays
en ébullition**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

GM&S: un combat exemplaire

Page 12



édito

Par HENRI WILNO

L'attentat de Manchester, une saloperie

Au moment où cet éditorial est écrit, on ne dispose pas de toutes les informations sur l'attentat de Manchester, déjà revendiqué par l'organisation « État islamique ». Ce qui est certain, c'est que cet attentat qui a fait au moins 22 mortEs et 59 blesséEs est une saloperie. S'attaquer sciemment à une salle de concert avec un spectacle pour des jeunes n'a rien à voir avec une quelconque lutte de libération des opprimés. Au contraire, ce sont précisément les opprimés, plus précisément ceux d'origine immigrée, qui vont en payer le prix. Déjà, en France, du côté de Marine Le Pen et des Républicains retentissent les habituels discours anti-immigrés et islamophobes. Ceux qui les tiennent jouent leur partition haineuse et raciste en phase avec l'objectif de Daesh : creuser en Europe le fossé entre les « musulmans » (ou considérés comme tels) et les autres populations. Du côté du gouvernement, les premières déclarations ne marquent pas le moindre réflexions sur le bilan de la stratégie sécuritaire et guerrière de Hollande. Dans un ouvrage publié cette année, le chercheur Jean-François Bayart dénonce l'« état d'exception et de surveillance de masse » et ajoute : « cette politique sécuritaire a échoué. Elle n'a pas évité les attentats qui n'ont jamais été aussi nombreux. Elle n'a pas tari le vivier des djihadistes ». Jean-François Bayart, comme d'autres, critique à juste titre l'idée qu'on peut lutter contre le terrorisme en faisant la guerre à l'extérieur, ou en faisant ami-ami avec des régimes comme l'Arabie saoudite. Jean-Yves Le Drian, ex-ministre de la Défense de Hollande et à ce titre proconsul de l'Afrique et représentant en Rafale et armes diverses, est désormais ministre des Affaires étrangères. Il a déclaré après l'attentat : « Les efforts en matière de coopération internationale doivent se poursuivre afin de défaire le terrorisme, sur nos territoires comme à l'étranger. » Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement est plus précis : « Il faut faire le maximum. Le maximum, c'est d'abord frapper à l'international, au Sahel, au Levant, là où on a l'origine du mal. » Sans la moindre complaisance, vis-à-vis des auteurs d'attentats, nous continuerons pour notre part à dénoncer l'état d'urgence, à nous opposer à son renouvellement et à refuser les guerres extérieures et le business des exportations d'armes.

Nouveau gouvernement, vieille politique antisociale... Arrêter les macronneries !

Les premiers pas de Macron et d'Édouard Philippe montrent bien la contradiction du gouvernement et du projet du nouveau président : l'objectif d'un combat sans merci contre les salariéEs... qui pourrait bien se terminer par un échec complet.

Le soir du premier tour de la présidentielle, Philippe Poutou avait traumatisé les journalistes sur le plateau en disant que Macron avait « récupéré tous les tocards de la politique ». Force est de constater que ce n'était pas excessif ! Édouard Philippe, le Premier ministre, est un ancien d'Areva, passé dans les hautes sphères des Républicains, un traître en puissance qui n'a pas voté les lois sur l'égalité entre femmes et hommes en 2014 et le Mariage pour tous... donnant vie en tant qu'écrivain à un personnage de roman ultra-macho.

Aux droitiers du PS (comme Collob, Le Drian, Ferrand et Castaner) s'ajoutent les membres du Modem (Bayrou, de Sarnez, Goulard) et du PRG, sans envergure, ainsi que les arrivistes de LR.

Les ministres issus de la « société civile » donnent un aperçu de la politique à venir. Le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, est ancien directeur d'une école de commerce et ancien directeur général de l'enseignement scolaire sous Sarkozy. Pénicaud, la ministre du Travail, a été dans les directions de Danone, Dassault, Orange et à la SNCF. Marlène Schiappa, secrétaire d'État aux droits des femmes, a écrit un livre culpabilisant et moquant les femmes « rondes ». Enfin, la palme revient à Hulot qui, ces dernières années, aura refusé d'être de tous les gouvernements... sauf de celui qui apparaît comme le plus éloigné de la défense de l'environnement !

Un gouvernement de combat...

L'objectif d'un tel gouvernement ne peut être que d'attaquer sans répit les moyens de vivre, les droits des classes populaires.



Au premier plan, il y a la volonté d'attaquer encore plus le Code du travail. Pour cela, il souhaite casser plus encore la hiérarchie des normes, étendre les référendum (y compris à l'initiative des patrons) pour faire valider par les salariéEs des accords refusés par une majorité d'organisation syndicales, plafonner les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, fusionner les institutions représentatives du personnel...

Puis il y a la casse de la Sécu, Macron souhaitant supprimer les cotisations salariales, et des retraites. L'objectif, ce sont la retraite à point et la fin des régimes spéciaux, l'alignement vers le bas dans un régime unique public/privé. Dans l'éducation, le gouvernement prétend vouloir diminuer le nombre d'élèves par classe en CP et CE1... tout en réduisant le nombre de fonctionnaires de 120 000 ! Le résultat sera une gestion de la pénurie qui passera par une

inégalité accrue entre les enseignantEs et entre les élèves. Toutes ces attaques sont programmées pour passer très vite, Macron ayant prévu de gouverner par ordonnances, c'est-à-dire sans décision de l'Assemblée nationale.

... déjà instable

Mais ces mesures ne seront pas si faciles à faire accepter. Les mobilisations à GM&S, à la Seita de Riom, chez Tati, les manifestations prévues par le Front social le 19 juin et par certains secteurs de la CGT le 22 juin montrent qu'il n'y a pas d'état de grâce pour ce gouvernement. La direction de la CFDT a prévu, comme elle nous y a habitués ces dernières années, de soutenir le gouvernement. Aussi reçues par Macron, et même si elles sont pour l'instant dans une illusoire démarche de « dialogue social », on sent bien que les directions de la CGT, de la FSU ou de l'Unef

À la Une

sont déjà contraintes d'exprimer leur défiance. Macron possède une partie des caractéristiques du « bonapartisme » : alors que les partis classiques de la classe dominante sont en crise profonde, un individu est sorti d'un chapeau par la bourgeoisie et tente de se situer au-dessus d'eux. Les institutions de la 5^e République sont taillées pour lui donner un pouvoir exorbitant en quelques semaines, cela étant renforcé par l'état d'urgence. Mais le gouvernement est en équilibre fragile : la majorité parlementaire n'est pas acquise, le soutien au programme de Macron est très minoritaire dans la population, le FN risque de peser de la pire façon dans les débats politiques, les « tocards » du Conseil des ministres multiplieront inévitablement les bourdes dans les prochains mois... et touTEs celles et ceux qui se sont opposés au gouvernement Hollande exprimeront tôt ou tard leur rejet de la politique de Macron.

La mobilisation unitaire est un devoir

La politique gouvernementale ne peut qu'aggraver la situation sociale de millions de personnes, accroître les politiques antisociales. Le poids actuel du FN nous met devant une alternative redoutable : soit le mouvement ouvrier sera capable de construire la riposte, soit l'extrême droite raflera les effets de la colère. Nous n'avons pas d'autre choix que de construire les mobilisations contre ce gouvernement, le plus fortement et le plus vite possible. En veillant à ce que les mobilisations se construisent de façon large, majoritaire, car ce gouvernement n'hésitera pas à réprimer, encore plus que sous Sarkozy et Hollande. Notre rôle est donc de construire, de s'appuyer sur tout ce qui existe, pour œuvrer à une contre-offensive générale, unitaire, du mouvement ouvrier. L'histoire nous l'a appris, ce type d'unité ne peut exister que si les révolutionnaires mettent tout leur poids dans la bataille pour vaincre la passivité et les sectarismes. Malgré la période des législatives (et même en utilisant ces échéances dans les endroits où nous présentons des candidatEs), il faut multiplier les interpellations, les réunions unitaires, pour provoquer une mobilisation dès la sortie des élections législatives.

Antoine Larrache

PLANS SOCIAUX

État des lieux d'une catastrophe sociale

Dans le passé, le patronat évitait souvent les annonces de suppressions d'emplois et de fermetures de sites en période électorale. En 2017, présidentielle et législatives ou pas, les licenciements battent leur plein...

Plusieurs secteurs font l'objet de restructurations majeures. Pour en apprécier l'ampleur, il ne suffit pas de prendre en compte les seuls plans sociaux (plans de sauvegarde de l'emploi, PSE, dans le jargon officiel...). Les entreprises jouent sur une palette d'instruments pour supprimer des emplois.

... Mais tous étaient frappés

Sur 650 000 licenciements par an, 190 000 sont juridiquement reconnus

comme économiques, 460 000 sont pour « motifs personnels » (disciplinaires, « faute », inaptitude professionnelle, refus d'une modification substantielle du contrat de travail). À cela, il faut y ajouter 360 000 ruptures conventionnelles. Enfin, il y a chaque année un nombre indéterminé de suppressions d'emplois sous forme de « départs volontaires » (PDV). Dans l'automobile, la réduction des coûts passe par une pression toujours plus importante sur les sous-traitants.

Les GM&S de La Souterraine ne sont pas les seuls visés. Nobel Plastiques a annoncé un PSE pour son usine de Vitry-le-François avec la suppression envisagée d'au moins 120 postes sur 277. À Charleville-Mézières, le fabricant de climatisation pour l'automobile, Hanon Systems a annoncé début mars un PSE concernant 54 salariéEs, passant des 1 300 salariéEs en 2004... à 350 en 2019 ! Mais, bien d'autres secteurs sont touchés aux quatre coins de la France : la Seita à Riom et Fleury-les-Aubrais, CastMetal dans la Loire, Aérofarm à Marseille... Le sort de Whirlpool à Amiens est scellé : le site est définitivement fermé, au détriment des 290 salariéEs et 400 sous-traitants et intérimaires. Airbus, qui se porte

pourtant bien, va supprimer plus d'un millier de postes en Europe, dont 640 en France avec la fermeture, mi-2018, du site de Suresnes où environ 310 postes seront supprimés. Nestlé, prévoit une réorganisation de ses activités qui pourrait aboutir à la suppression ou au transfert d'un nombre indéterminé d'emplois. Quelques mois après le déménagement de son siège social en Irlande pour bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse, le groupe pharmaceutique Avadel vient d'annoncer la suppression de 47 postes, sur les 101 que compte le site de Vénissieux (2 600 emplois industriels supprimés en trois ans). Alors que la filiale française a vu son chiffre d'affaires doubler en dix ans, Haribo va supprimer d'ici à la

BIEN DIT

Baba Jan est un militant politique au Gilgit-Baltistan qui fait face à une peine d'emprisonnement à perpétuité avec 12 autres personnes dans la prison de Gahkooch. Il est membre du comité fédéral du Parti awami des travailleurs et il est président du Front de la jeunesse progressiste. Il a été accusé d'avoir conduit des émeutes et organisé des rassemblements illégaux en 2010. (...) La Cour suprême devrait une dernière fois entendre la requête de réexamen final de Baba Jan le 25 mai 2017. (...) Nous demandons au gouvernement du Gilgit-Baltistan de retirer son recours devant la Cour suprême et de plaider devant elle pour la libération de Baba Jan et tous les autres détenus, de les libérer tous.

Extraits de l'appel « Libérez Baba Jan ! Un appel international aux gouvernements du Pakistan et du Gilgit-Baltistan » signé entre autres par Gilbert Achcar, Elisabeth Badinter, Noam Chomsky, Ken Loach, Antonio Negri, Adolfo Pérez Esquivel et Enzo Traverso.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41089>

Un monde à changer

MACRON ET HULOT FONT DE L'HÉLICO! Peu abordée dans les meetings et lors des débats de l'actuel président, la question écologique ne sera pas une préoccupation majeure du gouvernement Macron. Et pour cause! Macron se met dans les pas de Hollande, nommé comme Premier ministre un ancien d'Areva, et met les finances aux mains de deux figures de droite (eux aussi!). C'est dire si ça va bouger!

«*La recette Macron est bien fade*... C'est le jugement porté par Greenpeace, au regard des mesures mises en avant soit déjà prévues, soit déjà en vigueur. Ainsi Macron annonce qu'il ne sera «*plus possible d'acheter de véhicules thermiques en 2040*», sans détailler comment il compte faire pour arrêter la consommation de pétrole, ni celle de gaz et de charbon. Il veut passer la tonne de CO₂ à 100 euros en 2030... mesure déjà prévue par la loi de transition énergétique de 2015. Il veut interdire l'exploitation des gaz de schiste... c'est déjà le cas. Il promet la rénovation thermique au rythme de 500 000 logements par an... comme ses prédécesseurs qui n'ont jamais respecté leur engagement.

Le président déclare vouloir doubler la capacité de l'éolien et du solaire photovoltaïque, mais l'actuelle programmation pluriannuelle prévoit de la tripler, voire de la quadrupler.

En libéral bon teint, Macron défend le nucléaire français comme «*source d'énergie importante*». Rien sur le centre d'enfouissement de Bure, de la construction d'EPR, sur les réacteurs en fin de vie. Et Fessenheim? Et Notre-Dame-des-Landes?

Tous ces mauvais signes n'ont pas empêché Nicolas Hulot d'entrer au gouvernement. La croissance verte de Ségolène Royal s'est muée en «*autre modèle de croissance*» chez Macron, mais le même vide de mesures concrètes et efficaces caractérise ces politiques d'accompagnement du système de production et de consommation, à l'origine de la crise écologique. La croissance verte offre trop de perspectives de profits pour être abandonnée... Hulot ou pas, les capitalistes n'ont rien à craindre. Nous, si!

Défendons, dans les luttes, la nécessité de mettre en place un programme écosocialiste, seul en mesure de préserver nos vies, les emplois, et l'environnement.

TCHÉTCHÉNIE Qui sont les coupables?

Au début du mois d'avril, une purge anti-gay en Tchétchénie avait été révélée par le journal russe indépendant la Novaïa Gazeta: des centaines d'homosexuels auraient été arrêtés et incarcérés dans des prisons secrètes, de nombreux étant torturés notamment à l'aide d'électrochocs et au moins trois assassinés. Presque deux mois plus tard, qu'est-ce qui a changé?

L'enquête de la Novaïa Gazeta a été relayée très largement par les médias européens et étatsuniens, mettant en lumière le traitement des personnes homosexuelles ou présumées en Tchétchénie. La réaction du gouvernement de Ramzan Kadyrov a été de nier en bloc l'affaire. Leur défense? On ne peut pas réprimer une sexualité... qui n'existerait pas, selon le porte-parole du gouvernement! Pourtant, l'article du journal russe sorti le 1^{er} avril a libéré aussi la parole de certaines victimes qui ont pu sortir et ont témoigné anonymement, mais avec des photos de leurs corps meurtris.



En Tchétchénie comme en Russie, la police contre les personnes homosexuelles. DR

La Russie complice

Plusieurs associations dont Amnesty International ont demandé l'ouverture d'une enquête. L'indignation légitime et la pression internationale ont surtout eu pour conséquence d'obliger Vladimir Poutine à s'expliquer sur le sujet. Il a donc ouvert une enquête fin avril pour éclaircir l'affaire... À la tête de cette enquête, il a nommé Tatiana Moskolva, déléguée pour les Droits de l'homme en

Russie. Son CV est assez éloquent: générale de la police à la retraite et élue pro-Poutine depuis 2007, elle avait soutenu en 2012 la loi contre «*la propagande homosexuelle*», et a aussi proposé d'inscrire l'atteinte à la moralité dans le Code pénal... Elle a aussi essayé d'empêcher la Novaïa Gazeta de publier l'entretien qu'ils avaient fait d'elle en intimidant les journalistes. L'enquête s'est donc conclue de manière prévisible: il n'y a aucun problème en Tchétchénie, et le gouvernement Poutine soutient Kadyrov dans sa politique de

purge. Guère étonnant vu le peu de droits qu'ont aussi les personnes LGBTI en Russie depuis la loi de 2012.

Obtention de visas difficile

L'association russe LGBT Network tente à présent de trouver des visas pour permettre d'exfiltrer des Tchétchènes persécutés. Elle a réussi à en exfiltrer déjà une quarantaine, mais peine à avoir des soutiens concrets des États. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils ne donneront pas de visas, arguant une question administrative.

Pour qu'ils obtiennent ces visas, il faudrait qu'ils sortent de Russie afin d'être considérés comme réfugiés, ce que l'association considère comme trop dangereux. Derrière cet argument, on voit en réalité un manque de volonté politique. Pour l'instant, seule la Lituanie a déclaré avoir accueilli deux ressortissants tchétchènes.

«Silence = mort»

Devant le manque de solutions et de réactions, trois associations LGBTI française (Stop homophobie, Comité Idaho France, Mousse) ont porté plainte pour génocide devant la Cour pénale internationale, ce qui l'oblige à vérifier les faits et possiblement à ouvrir une enquête. Si les faits sont avérés cela pourrait déboucher sur un procès du président tchétchène. Cependant, ce type de procédure prend du temps, mais elle pourrait obliger à ouvrir une enquête moins partielle que l'enquête russe. Lors de la présentation à Cannes du film *120 battements par minute* qui traite des années 1990 et de la lutte contre le Sida par Act-Up, des militants ont brandi sur le tapis rouge des pancartes «*Silence = mort*», en solidarité avec les homosexuels persécutés en Tchétchénie, rappelant que les gouvernements ont bien souvent laissé mourir les LGBTI en silence...

Mimosa Effe

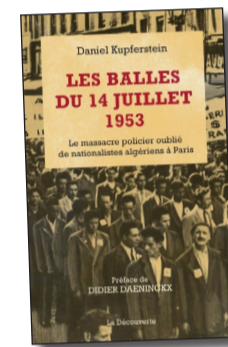
Le chiffre Zéro!

C'est le nombre d'ouvrierEs (!) présenté par La République en marche! lors des législatives, sur les 219 candidatEs issus de la «*société civile*» dont Libération a réussi à étudier les fiches. Il y a 4 employés. La «*société civile*» selon Macron penche visiblement d'un côté: 150 candidats sont cadres, et 39 commerçants, artisans ou chefs d'entreprise...



Agenda

Vendredi 2 juin, rencontres de La Brèche, Paris.



Les balles du 14 juillet 1953, le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris (La Découverte, 2017), avec l'auteur Daniel Kupferstein, à partir de 18h30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 26 août à partir de 14h. Départ le jeudi 31 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Votez pour nous, et vous serez épargnés des heures et des heures de marche et des manifestations...

JEAN-LUC MÉLENCHON, en campagne lundi 22 mai dans le 18^e arrondissement de Paris, cité par Libération.fr



À Amiens, la saignée est passée... DR

fin de 2018 une centaine de postes en France (15% des effectifs). Et on pourrait allonger la liste... L'industrie n'est pas la seule affectée. SFR a supprimé de nombreux emplois par des départs plus ou moins «*volontaires*» tandis qu'Engie (ex-GDF Suez) va supprimer 1900 postes en France sur un total de 25000. Moins visibles, les plans sociaux dans le commerce de vêtements et de chaussures aboutissent à une véritable saignée avec, depuis la fin 2015, la destruction d'au moins 3000 emplois. Vivarte (André, La Halle aux chaussures, Naf Naf...)

s'était déjà séparé de 1300 salariéEs à la fin de 2015, et prépare un nouveau plan concernant environ 600 personnes (voire 900). La déconfiture du groupe Mim met en péril 800 emplois, et c'est maintenant Tati qui est dans la tourmente: le sort de 1740 salariéEs est jeu. Quant à la chaîne d'hôtels Accor, des suppressions d'emplois y sont aussi annoncées.

Se lancer, enfin, dans la bataille

Ces cas ne constituent qu'une partie des emplois en péril dans le privé. Il ne faut pas oublier les emplois publics: ainsi, Macron a annoncé la suppression de 120 000 emplois. Dans la santé, les agences régionales de santé font pression pour la réduction des effectifs hospitaliers (comme récemment à la maternité de l'hôpital de Montluçon, où une grève est en cours), tandis que, selon des scénarios du ministère, de 6% à 11% des lits d'hôpitaux

pourraient être supprimés malgré la croissance de l'activité hospitalière. Dans son discours d'investiture, Emmanuel Macron a annoncé la couleur: «*le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues*». Le nouveau gouvernement est en place pour préparer des ordonnances et, plutôt que de mettre en garde les salariéEs, des responsables de FO ou de la CFDT se croient obligés de commenter favorablement le profil et la compétence de la nouvelle ministre de Travail, Muriel Pénicaud... La mobilisation des salariéEs des entreprises concernées est essentielle, mais les structures syndicales (UL, UD, fédérations, confédérations) doivent populariser ces luttes en mettant notamment l'accent sur l'impact des suppressions directes d'emplois sur les sous-traitants mais aussi sur les ressources des communes, le commerce... Un emploi industriel direct

supprimé peut entraîner la perte de 3 ou 4 emplois au total. Les directions syndicales doivent impulser des rencontres, des initiatives communes, une centralisation de ces luttes, organiser des mobilisations plus larges autour des entreprises menacées (comme cela a été fait à Air France ou à GM&S). Elles devraient, en s'affranchissant pleinement de toute politique de «*dialogue social*», s'atteler à répondre aux aspirations en construisant une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations qui ne soit pas considérée comme sans lendemain mais comme partie prenante d'une bataille de longue haleine contre les projets de ce gouvernement au service des ploutocrates. L'initiative appelée pour le 19 juin par le Front social pourrait être un relais dans cette direction.

Henri Wilno et Robert Pelletier

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LES RÉPUBLICAINS - UDI Quand Macron dynamite la droite

À l'issue du second tour de la présidentielle et de la formation du nouveau gouvernement dirigé par l'ancien LR Édouard Philippe, la droite est en déroute mais bien en place au gouvernement.

Morne ambiance ce samedi 20 mai, lors du meeting de lancement de la campagne législative de la droite et du centre qui se tenait au Parc floral de Vincennes. Le discours de son chef de file, François Baroin, a semé la perplexité dans les rangs assez clairsemés des candidatEs et des militantEs.



La droite au gouvernement et dans son opposition? DR

Illustrant le slogan de campagne quelque peu ambigu, « Une majorité pour la France », Baroin s'est surtout employé à éteindre l'agressivité contre les « traîtres » et dessiner la perspective d'une victoire électorale qui aboutirait à une cohabitation avec Macron président. N'avait-il pas déclaré quelques jours plus tôt qu'une majorité LR-UDI ne serait pas en « affrontement »... mais dans une « coexistence tout à fait pacifique » avec la présidence de la République ?

C'est que Macron, qui n'avait pas besoin de déstabiliser un PS déjà liquidé par ses propres dirigeants – Hollande et Valls en tête – s'est employé à faire éclater la droite. D'abord en choisissant son Premier ministre, Édouard Philippe, parmi les proches de Juppé. Aussitôt après, une vingtaine d'élus LR ou de l'UDI – dont l'ancien porte-parole de Fillon, Thierry Solère, le sarkozyste Gérard Darmanin ou le partisan de Juppé, Benoist Apparu – ont envoyé un communiqué pour demander à leurs « familles politiques » respectives de « répondre à la main tendue par le président de la République ». Nathalie Kosciusko-Morizet s'est empressée alors d'appeler « les élus de la droite et du centre à adopter cette démarche constructive ». Tout cela au nom de « l'intérêt général » bien sûr...

Opération réussie

La composition du gouvernement avec deux ministres LR à des postes clés, Bruno Le Maire à l'Économie et Gérard Darmanin aux Comptes publics, a encore accru la confusion dans les rangs de parlementaires de droite avant tout préoccupés par la sauvegarde de leurs postes. De nouveaux ralliements ont fait jour à l'issue du dépôt des candidatures aux élections législatives. Vingt candidats investis dans le cadre de l'accord LR-UDI, dont quatre seulement avait signé l'appel des 173... n'auront pas de candidats de La République en marche (LREM) face à eux les 11 et 18 juin. Un geste qui n'est évidemment pas sans contrepartie... Une chose est sûre, non seulement il n'y a pas incompatibilité entre Macron, son gouvernement, et la droite, mais bien malin qui peut les différencier tellement les programmes sont semblables. Juppé, dont le nouveau Premier ministre Édouard Philippe faisait la campagne des primaires, était partisan de supprimer 250 000 postes de fonctionnaires – quand Macron parle de 120 000 – et il envisageait, entre autres points communs, le même dynamitage du Code du travail. Et c'est bien ce qui pose problème à la droite d'autant qu'elle est prise en tenailles, d'un autre côté, par l'extrême droite.

Ainsi, alors que le numéro 2 du parti, Wauquiez, n'a pas de mots assez durs contre les « traîtres » qui rallient Macron ou s'approprient à le faire, Marion Maréchal Le Pen a confié au journal d'extrême droite *Valeurs actuelles* qu'il fait partie de ceux à droite, « dont les déclarations laissent penser qu'on aurait des choses à se dire et à faire ensemble »...
Galie Trépère

MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE Derrière la transparence, la mise au pas ?

Macron s'est engagé à commencer son quinquennat sur une loi de moralisation de la vie publique. Celle-ci devrait être présentée avant les législatives...

Comme il l'a promis en tant que candidat puis comme président, Macron via son nouveau ministre de la Justice Bayrou, élabore un texte sur la moralisation de la vie publique avant même les élections législatives pour qu'il soit « connu de tous les candidats et donc de tous les futurs parlementaires »... Cette future loi est d'importance pour le nouveau chef de l'État puisqu'elle « sera le socle » de son action...

Macron s'inscrit pleinement dans le prolongement de son prédécesseur Hollande qui, par l'intermédiaire de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique (dont son élaboration avait été accélérée suite à l'affaire Cahuzac) et à la loi du 9 décembre 2016 dite « Sapin 2 » a créé la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), l'obligation de la publication des déclarations de patrimoine et d'intérêts des élus. Mais avec l'affaire Fillon, Macron et Bayrou voudraient aller plus loin.

Mesures chocs ?

Ainsi Macron veut interdire aux parlementaires d'exercer toute activité de conseil privé rémunérée, en référence à la société de conseil mise sur pied par Fillon peu avant de redevenir député, 2F Conseil. Mais cette volonté risque de se heurter au

UN GOUVERNEMENT EXEMPLAIRE



Conseil constitutionnel, qui avait rejeté en 2013 une tentative semblable du gouvernement Valls.

Toujours en référence à l'affaire Fillon et aux soupçons d'emploi fictif d'assistant parlementaire dont auraient bénéficié Penelope Fillon et deux de leurs enfants... mais aussi les filles du (court) ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux, les emplois familiaux seraient interdits. Cela risque sans aucun doute de compliquer la vie d'un député sur six... qui emploieraient selon une enquête du *Monde* un membre de leur famille.

Mais ce n'est pas tout. Ayant fondé sa candidature sur l'idée de renouvellement de la classe politique, Macron veut également limiter le cumul des mandats dans le temps. Ainsi les élus ne pourraient plus enchaîner plus de trois mandats identiques.

Enfin, il est également envisagé de fiscaliser l'intégralité de la

rémunération des parlementaires et de mettre fin au régime spécial de retraite des parlementaires.

Faire oublier certaines casseroles

La volonté d'aller vite sur ce dossier ne serait-elle pas aussi une volonté de faire oublier certains dossiers des membres du nouveau gouvernement, et non des moindres ? En effet, on ne peut pas vraiment dire que le Premier ministre Édouard Philippe est un bon élève de la transparence. Ce dernier a eu affaire à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) au sujet de déclarations mal remplies et incomplètes. Pire, il n'a voté aucune des lois sur la transparence préparées pendant le quinquennat de Hollande... Et a fait partie des 179 députés qui ont voté contre la création de l'institution chargée de veiller à la probité des ministres.

Certains nouveaux ministres ont également bien du mal avec les conflits d'intérêts, comme c'est le cas de la nouvelle ministre de la Santé qui reste étroitement attachée à de grands groupes pharmaceutiques. Ou bien encore Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, qui si cette loi va effectivement jusqu'au bout, devra sans aucun doute mettre fin à l'emploi « secret » de son épouse-collaboratrice.

Macron semble donc très attaché à la moralisation et à la transparence... pour les autres, mais beaucoup moins pour les membres de son propre gouvernement.

Action - réaction ?

Macron s'inscrit donc dans la continuité de Hollande mais tout comme lui, il reste ensuite à savoir si le nouveau chef de l'État aura la majorité pour voter ce texte... et si les parlementaires accepteront de voter des mesures qui les concernent directement. Au vu de la réaction du président du groupe Les Républicains (LR), Christian Jacob – qui a estimé que « beaucoup a déjà été fait » (trop ?) et qu'il ne fallait pas « faire de démagogie » (taclant au passage Bayrou en demandant si c'était bien « un garde des sceaux mis en examen qui va présenter une loi sur la moralisation de la vie publique »), c'est pas gagné. Et cette loi peut vite devenir un sujet de tensions à l'égard de l'exécutif, si tout cela va jusqu'au bout, ce qui est loin d'être sûr. C'est aussi pour cette raison que l'exécutif réfléchirait à l'organisation d'un possible référendum : pour à la fois faire taire l'opposition et renforcer la légitimité du nouveau président. Tout un programme...
Sandra Demarcq

ÉTAT D'URGENCE Macron veut maintenir l'ordre...

Le président de la République peut promulguer la levée de l'état d'urgence par simple décret en Conseil des ministres. Mais Macron maintiendra sans doute cet état d'exception car, s'il ne sert à rien contre la menace terroriste... il sert à tout pour le maintien de l'ordre !



répression le plus élevé possible autorisé dans ce pays.

Ordre ultra-libéral et ordre sécuritaire

Macron s'inscrit ainsi dans la loi votée pendant la guerre d'Algérie, utilisée depuis dans tous les mouvements de contestation néocoloniale et aujourd'hui lors de toute contestation sociale. Cet état d'exception nous habitue aussi à vivre dans une société où la liberté d'aller et venir, et certains droits diminuent

et peuvent s'effacer. La prévalence de l'administratif sur la justice, nos rues, nos places, nos fêtes encombrées de policiers, de militaires, d'agents de sécurité surarmés, les violences policières dans les manifestations et les quartiers... tout cela se banalise, instituant de fait un état d'exception permanent installant un État policier.

Le contrôle parlementaire du 6 décembre 2016 est sans appel : sur 5 000 perquisitions administratives, seules 20 ont donné lieu à une

enquête du parquet antiterroriste. Le coût d'une perquisition est de 15 000 euros, et l'impact sur la prévention nul. La mise en œuvre des quatre lois sécuritaires adoptées sous Hollande, en complément à celles déjà existantes, n'ont pu empêcher plusieurs attentats, d'où le risque « d'une prorogation sans limitation ». D'autant plus que le risque zéro n'existe pas en matière d'attentat, surtout si Macron maintient la stratégie extérieure de la France comme il le promet, alimentant ainsi une des sources du terrorisme dans le monde, et les menaces qui vont avec...

Un projet ultra-libéral visant une défaite majeure de notre classe ne peut s'accomplir que dans le cadre d'un État autoritaire où tous les moyens de faire peur et de mater les résistances soient rendus légaux. L'annonce de « la création d'un état-major permanent pour planifier les opérations de sécurité intérieure associant les ministres de l'intérieur, de la défense, des transports, de la santé et de l'industrie », va dans ce sens d'une hyperconcentration de l'État autour de la seule fonction de répression.

Roseline Vachetta

TUNISIE Le sud du pays en ébullition

Depuis 2011, les revendications sociales ne cessent d'alimenter la grogne un peu partout dans le pays, empêchant la stabilisation du régime. C'est en ce moment le cas de la région de Tataouine d'où est issue une grande partie de la production d'hydrocarbures.

Petite chronologie du mouvement

16 MARS : face à cette pression, particulièrement intense dans la région, l'UGTT de Tataouine appelle à la grève générale du secteur pétrolier où de nombreux conflits ont eu lieu ces dernières années. Cette grève fait notamment suite au licenciement de 24 salariés par la société canadienne Winstar qui refuse par ailleurs de participer au développement économique et social de la région.

8 AVRIL : des jeunes chômeurs exigeant notamment des créations massives d'emplois occupent les routes empruntées par les camions de pétrole. Ils appellent à la grève générale de toute la population pour le 11.

11 AVRIL : toutes les activités sont bloquées à Tataouine, à l'exception de quelques boulangeries, des pharmacies et de l'hôpital régional. Les manifestants permettent à nouveau la circulation, sauf pour les camions des sociétés pétrolières.

23 AVRIL : des milliers de jeunes organisent un sit-in illimité à proximité de la zone pétrolière protégée par les forces armées.

27 AVRIL : lors de sa venue à Tataouine, le Premier ministre propose la création de 2500 emplois précaires et mal payés, dont 500 immédiatement. Il est vivement contesté aux cris de « Travail, liberté et dignité » et doit être évacué en catastrophe.



À Tataouine, la jeunesse est dans la rue ! DR

7 MAI : la population manifeste massivement pour soutenir les sit-ins.

16 MAI : une nouvelle proposition du gouvernement inclue notamment l'embauche de 1500 personnes par les sociétés pétrolières et 2000 emplois précaires dans d'autres activités. Une partie des jeunes mobilisés juge ce compromis acceptable. Une partie le juge insuffisant et continue à bloquer l'exploitation pétrolière.

20 MAI : malgré des tirs de sommation de l'armée, les manifestants réussissent à mettre à l'arrêt la principale station de pompage de gaz du Sud tunisien ! Du jamais vu depuis le début de l'exploitation des hydrocarbures dans la région il y a plus d'un demi-siècle.

Revendications et auto-organisation

En plus de la création immédiate d'emplois, les manifestants veulent obliger les sociétés pétrolières et gazières à verser 20 % de leur profits à une caisse chargée du développement économique de la région. Cette dernière mesure est catégoriquement refusée par le gouvernement néolibéral de coalition, constitué essentiellement d'islamistes d'Ennahdha et de certains notables de l'ancien régime. La nationalisation des ressources naturelles à l'ordre du jour. Même si elle ne fait pas partie de la plateforme revendicative, cette question est posée par de nombreux manifestants. « Sur des milliers

de postes créés pour exploiter les hydrocarbures, seules quelques centaines sont attribués aux jeunes de Tataouine. Les sociétés étrangères agissent comme si la Tunisie était encore colonisée. »

Depuis des années, le gouvernement fait des promesses ou signe des accords qu'il ne respecte pas. Cette fois-ci, les jeunes chômeurs sont bien décidés à ne pas se faire avoir une nouvelle fois. L'un d'entre eux explique : « En 2013, après des mois d'occupation de la place centrale de la ville, on nous a baratiné avec une dizaine de postes dans un chantier appartenant à la présidente du syndicat patronal. Les contrats, sans couverture sociale, ont pris fin au bout de six mois », explique l'un des jeunes mobilisés. Il assure que, cette fois-ci, « Ni la société civile, ni les partis politiques, ni l'UGTT ne négocieront à notre place. »

Pour cette raison, chaque décision est prise après un vote effectué au niveau de chaque sit-in, puis au niveau de leur coordination. L'un de ses membres explique : « Nous essayons de rester transparents et de respecter la volonté de chaque sit-inneur. Cela est possible à travers les votes et les concertations entre nous. Nous passons tout notre temps à discuter de tous les détails de nos demandes et des solutions que nous proposons au pouvoir. » Malgré sa radicalité, le mouvement bénéficie d'un soutien populaire assez large dans tout le pays.

Dominique Lerouge et Fathi Chamkhi
Documents sur cette lutte disponibles sur www.europe-solidaire.org

CÔTE D'IVOIRE

Conflit autour du grisbi

De nouveau, la Côte d'Ivoire a connu quatre jours de crise avec les mutineries des soldats dans les principales villes du pays.

On se souvient qu'en début d'année, une grogne similaire avait débouché sur un accord de 12 millions de francs CFA, soit à peu près 18 000 euros par mutin, somme considérable pour le pays. Un premier versement de 7 500 euros avait été effectué, et ensuite devait suivre un versement mensuel d'un million de francs CFA pendant sept mois. Le président Ouattara a tenté de remettre en cause cet accord provoquant ces nouvelles mutineries, mais a dû céder devant la fermeté de ces militaires qui lui ont rappelé que son arrivé au pouvoir est due à la rébellion armée fomentée en 2002... et qu'il s'agit maintenant de partager le butin.



Des soldats mutins mardi 16 mai. DR

Conséquences

Pendant quatre jours, les populations sont restées chez elles pour éviter d'être passées à tabac ou d'être touchées par des balles perdues tirées en pleine ville. Un risque bien réel puisque quatre personnes ont été tuées et d'autres blessées. La paralysie du pays a pénalisé les nombreuses personnes qui vivent au jour le jour d'un petit commerce.

Le coût de l'accord avec les mutins est évalué à 100 milliards de FCFA, alors que dans le même temps, le pays subit de plein fouet la baisse du cours du cacao qui représente 50 % des revenus du pays. Cette baisse de l'or brun a des conséquences directes sur les entrées fiscales.

En effet, le gouvernement a dû renoncer à la taxe d'enregistrement sur les exportations pour ne pas pénaliser les petits producteurs. Si la Côte d'Ivoire pourra compter sur les prêts de la Banque mondiale, du FMI et de la France, elle devra cependant diminuer les investissements, notamment pour les projets de construction de centre de santé, de rénovation des établissements scolaires et l'électrification des petits villages.

Crise politique

Ces mutineries mettent en lumière aussi la faiblesse de Ouattara. Arrivé au pouvoir grâce à l'armée française, du temps de Sarkozy, il reste l'otage des soudards qui l'ont porté au pouvoir, d'autant que ceux que l'on appelle les démobilisés, c'est-à-dire les ex-rebelles qui n'ont pas été intégrés dans l'armée, exigent eux aussi leur part. Au sein de l'armée ivoirienne, les tensions sont exacerbées entre les soldats issus de la rébellion avec leur pactole et les autres qui sont restés fidèles à l'ancien président Gbagbo. Cette division dans l'armée est aussi présente dans le pays. En effet, la réconciliation n'a jamais eu lieu faute de justice. Seuls les partisans de Gbagbo sont poursuivis en justice alors que les responsables des milices pro-Ouattara, responsables de crimes de guerres, sont affectés aux plus hautes responsabilités de l'État. Mais la crise du régime Ouattara suscite des impatiences. Les jeunes générations des deux camps tentent de pousser les caciques du pays dehors, quitte à s'allier : « Nous ne pouvons pas laisser le pays à l'abandon. Si nos aînés n'ont pu régler leurs divergences de la meilleure des façons, il revient aux plus jeunes d'œuvrer ». Une telle perspective ne sera pas plus bénéfique pour les populations.

Paul Martial

1 - <https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/>
alain-toussaint-nous-n-avons-pas-d-autre-choix-que-de-nous-unir

ISRAËL PALESTINE Grève de la faim des détenus palestiniens : solidarité !

Après avoir signé un contrat de 110 milliards de dollars avec le roi Salman d'Arabie saoudite, Donald Trump est arrivé en Israël...

Au-delà des problèmes de fermetures de nombreuses rues dans le but de créer des « zones stériles », ce qui poussent de nombreux habitants de Jérusalem à quitter la ville pour quarante-huit heures, il n'y a pas grand-chose à attendre de la visite du président étatsunien à Jérusalem et à Ramallah, ce dernier étant davantage préoccupé par l'enquête que dirige l'ancien chef de FBI, Rober Moller, sur les liens du président et de son environnement avec les dirigeants russes... Une odeur d'impeachment s'impose petit à petit autour de Trump, dont les frasques, les faux pas et les déclarations irresponsables le rendent de plus en plus insupportable à la classe politique étatsunienne.

Beaucoup plus importante que cette visite de Trump au Moyen-Orient est la grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens qui, au moment où j'écris ces lignes, en est à son 35^e jour. 850 détenus politiques refusent depuis plus d'un mois de se nourrir, et certains sont dans un état critique.



Une fresque en hommage à Marwan Barghouti, en prison depuis 15 ans. DR

Cette grève risque de se terminer en catastrophe, cela pour deux raisons. La première est liée à la nature même du gouvernement israélien qui refuse de céder sur quoi que ce soit, et quelles qu'en soient les conséquences. Le ministre de la police vient de le répéter : il n'y a rien à négocier !

Pourtant, les revendications des prisonniers politiques palestiniens sont minimalistes : leur rendre des droits gagnés et repris par l'extrême droite au pouvoir, en termes de visite des familles, le droit de téléphoner (sous contrôle) à leurs familles, le droit de suivre des cours par correspondance, l'air conditionné dans des cellules qui sont de véritables fournaies, etc. Des droits chèrement obtenus au cours des années 1970 et 1980.

Soutien populaire

Même les services de renseignement israéliens reconnaissent que les revendications sont modestes et réalistes, et qu'il serait souhaitable que s'ouvrent des négociations avant qu'il n'y ait des morts et que l'ensemble des territoires occupés n'exploient. Mais c'est mal connaître les dirigeants israéliens actuels, en particulier le ministre de la police Gilad Erdan : on ne lâche rien...

Au contraire, tout est fait pour tenter de décrédibiliser le mouvement au sein même de la population palestinienne : un prétendu film qui montre Marwan Barghouti, le dirigeant de la grève, en train de manger un petit biscuit...

miraculeusement arrivé dans sa cellule ; des rumeurs sur le fait que la grève n'est qu'un moyen pour Marwan pour se rendre populaire contre Mahmoud Abbas ; des interviews bidons de Palestiniens expliquant que leurs proches en prison seraient victimes de pression de la part du même Marwan. Mais ces manœuvres minables ont fait long feu : la grève a le soutien de l'ensemble de la population qui partout, en Cisjordanie et à Gaza, se mobilise en solidarité avec les détenus.

C'est ici que se joue ce qui pourrait être la seconde raison d'une explosion généralisée : l'absence évidente de soutien de la part de l'Autorité palestinienne, voire la répression des rassemblements des familles des détenus politiques, dans les villes palestiniennes et à proximité des checkpoints où se trouve l'armée d'occupation israélienne.

Au moment où ces lignes sont écrites, Trump n'est pas encore allé à Ramallah. Espérons qu'il y sera reçu comme il se doit, par des milliers de Palestiniens exigeant que s'ouvrent immédiatement des négociations, avant - comme le met en garde l'éditorial du quotidien Haaretz il y a quelques jours - qu'il y ait des morts et que la confrontation se généralise et se termine en bain de sang.

De Jérusalem, Michel Warschawski

USA



TRUMP, LES DOLLARS ET LE «GROS BÂTON»...

Dossier réalisé par Yvan Lemaître

TRUMP, IMPEACHMENT ET RAISON D'ÉTAT

Limogeage le 9 mai de James Comey, le patron du Federal Bureau of Investigation (FBI), et démission contrainte du conseiller à la sécurité nationale de Michael Flynn au début de février (toutes deux liées à l'enquête en cours du FBI sur la Russie et son intervention durant la campagne présidentielle américaine de 2016); accusations portées par le Washington Post contre Trump pour avoir divulgué auprès des Russes des informations... Tout cela est symptomatique de la partie qui se joue à la tête de l'État américain.

L'entrave à la justice dont est accusé Trump pourrait entraîner une procédure d'impeachment visant à sa destitution. Le plus probable est que la raison d'État l'emporte, mais une crise politique profonde est ouverte. Elle est la conséquence des difficultés des sommets de l'État à maîtriser le président démagogue, mégalomane, pour qui l'abus de pouvoir est le mode de gestion quotidien des affaires, même s'il se plie, au final, aux décisions du FBI et du Pentagone. Quoiqu'il en soit, au-delà des coups d'éclats ou des coups de tête du milliardaire narcissique, s'écrit un réel changement dans la stratégie internationale des USA qui prend en compte les échecs de la décennie précédente, celle d'Obama et les conséquences de la crise de 2007-2008 qui perdure et dont les effets bouleversent l'ensemble des rapports internationaux. C'est cette politique qui se met en place, en particulier à travers le premier voyage à l'étranger de Trump: tout un programme, l'Arabie saoudite, Israël, le Vatican, le sommet de l'Otan...

Offensive militariste
La rhétorique de matamore militariste contre la prétendue mollesse des Démocrates, leurs positions «*inutilement moralisatrices*» et leurs «*naïvetés prêcheuses*», l'agitation du démagogue populiste se plient, non sans difficultés, aux contraintes de la politique des USA, continuité et rupture dictées par une réalité et des rapports de forces qui évoluent. Et cela parce que, sur le fond, elle participe d'une volonté des USA d'afficher leur force sans faux semblants. Trump ne l'avait pas caché pendant sa campagne: en Irak, en Syrie, au Yémen, voire ailleurs, il avait l'intention de donner la priorité à l'option militaire pour résoudre les crises en cours, au nom de la lutte contre le terrorisme. Les forces américaines, sous son commandement, allaient désormais «*se battre pour vaincre*»... Au-delà du personnage, la politique qu'il met en place a des racines profondes dans l'histoire de la bourgeoisie américaine, dans les nouveaux rapports de forces qui se sont construits à travers la mondialisation. Par-delà les conflits dans la façon de mener les affaires, elle a, sur le fond, l'assentiment de l'État-major.

En proclamant vouloir «*rendre l'Amérique à nouveau grande*», Trump a défini une orientation que partage tout l'establishment, les élites qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et sa propre classe ouvrière. À défaut de pouvoir continuer à prétendre assurer l'ordre mondial en invoquant une prétendue mission démocratique et de paix, le Pentagone et Wall Street entendent jouer leur carte dans le désordre mondial et utiliser ses contradictions et rivalités qu'ils ont eux-mêmes largement contribué à créer en fonction de leurs propres intérêts. Le capital financier américain n'a nullement l'intention d'avoir une politique isolationniste, mais bien de perpétuer sa domination contre les travailleurs et les peuples. L'élection de Trump s'inscrit dans cette exacerbation des tensions, sa politique dans la continuité de l'histoire de l'appareil d'État américain, dévoué, façonné à défendre l'ordre capitaliste tant à l'intérieur que sur la scène internationale.

DE LA DOCTRINE MONROE À L'IMPÉRIALISME

L'État né de la guerre d'indépendance contre le Royaume-Uni qui fonda les États-Unis défendait la liberté de commercer et d'entreprendre.

Il se construisit en massacrant les Indiens, sur la sueur et le sang des esclaves noirs, contre les Blancs pauvres. Il se construisit à travers les guerres visant à étendre son territoire et à garantir la sécurité de ses navires. La force fut l'accoucheuse des nouveaux rapports économiques capitalistes, les rapports d'exploitation salariée se sont développés et perpétués par la violence politique...

«L'Amérique aux Américains»

Libérée de la domination britannique, la bourgeoisie du nouveau continent lança le mot d'ordre «*L'Amérique aux Américains*», appelé la doctrine Monroe (1823), qui justifie sa politique expansionniste, la fameuse «*conquête de l'Ouest*» combiné à la guerre contre le Mexique pour conquérir la Floride, le Texas, puis les anciens territoires espagnols, soit tout l'Ouest américain. Le Mexique perdait 40% de son territoire, les États-Unis augmentaient le leur d'un tiers. Face au Sud qui demeurait une sorte de colonie de la Grande-Bretagne qu'il alimentait en coton brut, le Nord avait besoin des moyens de

mettre en œuvre une politique permettant son développement industriel.

Ce conflit déboucha sur la guerre de Sécession déclenchée par l'élection de Lincoln à la présidence en 1861. Lincoln était du Nord et anti-esclavagiste, onze États du Sud déclarèrent leur indépendance, et firent sécession. Lincoln et l'Union refusèrent, d'où cette guerre civile qui dura quatre ans. Ce fut la première guerre industrielle, la plus meurtrière que les Américains aient jamais connue. Le conflit fit 600000 morts, 2% des Américains, autant que toutes les autres guerres des États-Unis cumulées, de celle pour l'indépendance à la guerre du Vietnam.

L'ensemble du pays unifié sous la direction du Nord allait rivaliser avec la Grande-Bretagne et les autres nations industrielles. Une nouvelle époque s'ouvrait, les États-Unis avaient besoin de développer leurs exportations vers l'étranger, comme leur approvisionnement dans les ressources dont ils manquaient. Le sénateur Beveridge expliquait ainsi: «*Les usines américaines fabriquent plus de produits que le peuple américain ne peut en utiliser; le sol américain produit plus qu'il ne peut consommer. Le destin a tracé notre politique: le commerce du monde doit être à nous, il sera à nous...*».

«Le monde entier aux Américains»

Cette politique pour ouvrir des marchés se déguisa sous les idéaux de justice et de liberté des

peuples, comme dans la guerre contre l'Espagne pour l'indépendance de Cuba ou pour «*libérer*» les Caraïbes et l'Amérique centrale, devenus l'«*arrière-cour*» des États-Unis, comprenant puis plus tard l'ensemble de l'Amérique du Sud et du Pacifique. Théodore Roosevelt en résumait l'essence: «*J'ai toujours aimé, disait-il, le proverbe d'Afrique de l'Ouest: "Parle doucement, porte un gros bâton, et tu iras loin"*». La guerre de 1914 mit définitivement fin à la doctrine Monroe. Le commerce extérieur des États-Unis fut dopé, ils devinrent une grande puissance financière, et Wall Street la première place boursière au monde. À la fin de la guerre, leur nouvelle politique, impérialiste, prit le masque de la liberté et du progrès. Elle se prévalait des quatorze propositions du président Wilson pour le monde de l'après-guerre évoquant l'autodétermination des peuples, l'intégrité territoriale des petits et des grands États, la fin de la diplomatie secrète, la liberté de navigation sur les mers, la limitation de la course aux armements et une «*Société des Nations*», ancêtre de l'ONU, destinée à mettre tout cela en œuvre en réponse aux principes des droits des peuples proclamés par la révolution russe. «*La guerre mondiale a définitivement obligé les États-Unis à renoncer à leur isolationnisme continental*, écrivait Trotski en 1920. *Élargissant son essor, le programme de son capitalisme national, - "L'Amérique aux Américains" - a été remplacé par le programme de l'impérialisme: "Le monde entier aux Américains"*»...

REMAKE DE LA GUERRE FROIDE LIBÉRALES ET II

Le scandale provoqué par l'invitation par Trump du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov à la Maison Blanche, auquel il aurait délivré des informations secrets d'État, relance les supputations sur les rapports de Trump avec Poutine... et de Poutine avec son élection...

Services secrets, diplomatie, complotisme, maladroites de Trump, mettent en scène les tensions au sein de l'appareil d'État américain et entre les USA et la Russie. Un retour à la guerre froide nous dit-on. L'analogie n'éclaire rien, l'histoire ne se répète pas. La guerre froide intervint après que la Seconde Guerre mondiale eut achevé l'œuvre barbare de la première, en tranchant par les armes la question de savoir qui assurerait la domination du capitalisme mondial. Les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki furent une effrayante démonstration de cette brutale réalité à l'égard du peuple japonais, de l'Union soviétique, alliée jouant sa propre carte, et surtout à l'égard des travailleurs et des peuples opprimés du monde entier.

Du leadership mondial...

Les États-Unis étaient les grands vainqueurs. Leur hégémonie atteignait des records. Ils avaient

maintenant les trois quarts des stocks d'or mondiaux, fondaient 55% de l'acier, produisaient 60% des biens manufacturés, 70% du pétrole et presque la moitié des richesses de toute la planète. Une fois l'alliance nécessaire pour vaincre Hitler et pour préserver l'ordre en Europe dépassées, l'Union soviétique redevint un ennemi. La menace du communisme était bien une réalité pour les classes dominantes. Tout danger révolutionnaire écarté en Europe, la «*guerre froide*» commença, en 1947-1948, pour maintenir l'URSS sur ces territoires et affronter le soulèvement des peuples coloniaux. En 1949, la révolution de Mao Zedong soustrait à la domination impérialiste directe la Chine, plus de 500 millions d'habitants. C'était la première d'une vague révolutionnaire qui allait briser le joug colonial et impérialiste. L'URSS l'a encouragée de fait, tout en militant pour la coexistence pacifique. La guerre froide visait à contenir cette influence afin de maîtriser la

vague révolutionnaire et préserver la domination des puissances impérialistes occidentales. Elle dura jusque à la fin des années 1980, la chute du mur et l'effondrement de l'URSS, la victoire du monde capitaliste reprenant les territoires perdus après avoir contenu, grâce à la coopération de la bureaucratie stalinienne, la vague révolutionnaire. Les tensions actuelles dans la péninsule coréenne sont les stigmates de cette période, image de la folie d'un monde où les classes dominantes craignaient un bouleversement révolutionnaire qui les emporte, elles et leurs alliés dits soviétiques.

... au chaos mondialisé

Une nouvelle phase s'ouvre dès la fin des années 1970, celle de l'offensive libérale menée sous la houlette de la première grande puissance mondiale, les USA, et de son alliée, la Grande-Bretagne, la deuxième mondialisation. En réponse à la baisse du taux de profit, les classes capitalistes engagent une offensive qui impose

L'OTAN: VOUS AVEZ DIT « OBSOLÈTE » ?

« Obsolète » en janvier, l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) était redevenue en avril « un rempart pour la paix internationale »...

Puis, en mai, Trump laisse à nouveau courir le bruit que les USA pourraient quitter l'Otan, alors qu'il est attendu ce 25 mai à Bruxelles pour son sommet. Ces volte-face, si elles sont l'expression de l'étrange façon dont Trump gère les questions, sont aussi la manifestation des hésitations stratégiques du Pentagone. Il est clair qu'il n'est pas question pour les USA de quitter l'Otan au moment où cette dernière discute d'envoyer dans ce cadre entre 3000 et 5000 soldats supplémentaires en Afghanistan. Il est d'autant moins que les USA ont obtenu de leurs alliés qu'ils augmentent leur participation financière.

Les États-Unis, qui supportent environ 70% des dépenses militaires de l'Otan, ont demandé aux autres pays membres de respecter leur engagement d'augmenter leur budget militaire à hauteur de 2% du PIB. Jusqu'à présent, depuis la guerre froide qui a amené la formation en 1949 de l'Otan (aujourd'hui 28 pays), les États-Unis prennent en charge le plus gros des moyens de défense du monde occidental. La moyenne des pays européens membres de l'Otan plafonnait à 1,47% du PIB. Tous, en particulier



À Strasbourg en avril 2009, OTAN en finir avec le capitalisme... PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS

la France, s'engage aujourd'hui à y consacrer les 2% demandés.

« Le nouvel environnement sécuritaire »

Cette question ne sera pas l'essentiel des discussions des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan lors du sommet de Bruxelles, premier sommet depuis l'élection de Trump. Ils discuteront de « l'adaptation de l'Otan au nouvel environnement sécuritaire, y compris le rôle joué par l'Otan dans la lutte contre le terrorisme, et de l'importance d'une augmentation des dépenses de défense et d'un meilleur partage du fardeau ».

Depuis la fin de la guerre froide, ce bras armé, instrument de la défense des intérêts des grandes puissances occidentales, évolue face à de nouveaux rivaux, voire ennemis. L'Otan, après s'être étendue à l'Europe orientale (jusqu'à l'intérieur de l'ex-URSS) et à l'Asie centrale, pointe maintenant sur d'autres régions – au Moyen-Orient,

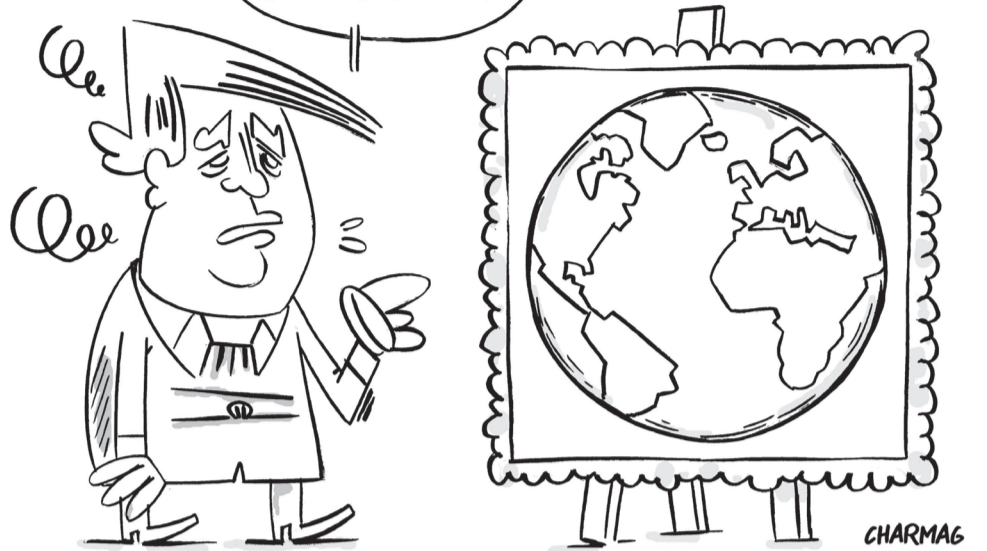
en Afrique – après avoir démolì la Libye en 2011 par la guerre, dans les eaux de l'océan Indien et du Golfe d'Aden, en Amérique latine, dans le Pacifique. Après l'effondrement de l'URSS, elle s'est trouvée et fabriquée un nouvel ennemi planétaire, le terrorisme, qui lui sert à justifier son redéploiement militariste.

Trump, à sa façon brouillonne, traduit les tâtonnements des USA pour redéfinir leur stratégie. Au cœur de ces tâtonnements, la question des relations avec la Russie, les rivalités impérialistes, ont pris le relais de la guerre froide. Comment inclure la Russie dans la stratégie de l'Otan? Et y compris la Chine, principal concurrente, rivale, néanmoins indispensable à la recherche d'une improbable stabilité mondiale? L'affaire de la Corée du Nord en est l'illustration.

La gestion de la guerre en Syrie et de la crise permanente au Moyen-Orient sont le point central autour duquel se renégocient les relations internationales et la place de l'Otan.

TRUMP EN VISITE AU MOYEN-ORIENT

Ô ESPÈRE QUE C'EST PAS TROP AU BORD DE CE TRUC TOUT PLAT!



« DE LA GUERRE COMME POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS »

C'est ainsi que Noam Chomsky a intitulé un recueil d'articles¹ démontant les ressorts économiques et idéologiques de la politique extérieure des États-Unis. La violence économique et sociale se combine avec la violence militaire dans une politique globale de développement et d'expansion de la domination du capital américain.

Leurs multinationales enserrent la planète entière dans leur réseau. La diplomatie et les armes complètent cette domination économique selon l'adage vanté, il y a plus d'un siècle, par Theodore Roosevelt, la politique du « gros bâton »!

Première puissance militaire

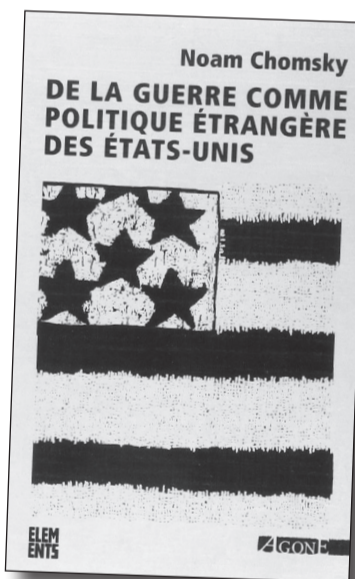
L'hégémonie américaine s'exerce par la technologie, la science, la production, mais aussi par la puissance militaire. Les dépenses militaires annoncées pour 2018 atteindraient environ 603 milliards de dollars, une hausse de plus de 9% par rapport à 2017, plus du tiers du budget fédéral. Elles avaient déjà bondi de 10,8% entre 2007 et 2008, sous la présidence de George W. Bush. Cela ne comprend pas le budget dédié aux « opérations extérieures », c'est-à-dire essentiellement les guerres. Celles-ci comptaient pour un peu plus de 11% des dépenses militaires en 2016.

Trump veut faire passer les troupes de l'armée de terre de 480 000 soldats actuellement à 540 000, étendre à 36 bataillons le Corps des Marines, contre 23 aujourd'hui, soit 10 000 Marines supplémentaires, renforcer la Navy avec 74 bateaux et sous-marins supplémentaires, et acquérir 100 nouveaux avions pour l'Air Force...

Les États-Unis restent, de loin, la première puissance militaire et nucléaire au monde. Leurs dépenses sont quasi trois fois plus importantes que celles de la Chine, qui détient la seconde place.

La lutte contre le terrorisme, le choix d'entretenir le chaos

Les USA ont toujours su construire un scénario pour justifier leurs objectifs militaires. La guerre contre l'Irak a été déclarée au nom de la possession par ce dernier d'armes dites « de destruction massives », un mensonge d'État construit par la



Guerre commerciale... et guerre tout court!

Cette stratégie de la guerre ne relève pas d'une psychologie militariste mais des besoins organiques du capital. Bien sûr ceux du « complexe militaro-industriel » : les dépenses d'armement sont une nécessité économique pour la bourgeoisie. Le fait que la première étape du voyage de Trump soit l'Arabie saoudite en est l'illustration : 110 milliards de dollars de commandes d'armement sur un total de 380 milliards de dollars de contrats signés. Mais plus fondamentalement, la concurrence, la lutte pour l'appropriation privée des richesses ne peuvent rester dans le cadre pacifique de la « concurrence libre et non faussée ». Politique économique, politique commerciale, militarisme ne font qu'un, et toute l'histoire des USA, du capitalisme en général, en est la démonstration.

propagande officielle des grandes puissances. Les USA ont besoin de cette guerre pour ne pas laisser le Moyen-Orient leur échapper, et ils l'ont mené, déclenchant un enchaînement de violence dont on mesure aujourd'hui les ravages. Les attentats du 11 septembre 2001 ont largement été utilisés pour souder l'opinion derrière la « guerre contre la terreur » et engager la guerre en Afghanistan qui continue aujourd'hui encore... Puis, le 11 septembre servit aussi de justification de la guerre pour en finir avec Saddam Hussein, sans autre objectif d'assurer une position de force aux armées américaines et justifier leur présence quelle qu'en soit le coût. La politique du chaos de Bush poursuit son œuvre destructrice. C'est le même discours que déploie Trump, comme il l'a redit lors de son voyage en Arabie saoudite, invoquant « une bataille entre le bien et le mal », un manichéisme religieux dénonçant l'Iran accusé de « financer la formation du terrorisme, leur donner des armes et soutenir des groupes extrémistes », et cela depuis Ryad!

Aujourd'hui, de nouveaux rapports de forces obligent les USA à se redéployer pour défendre les positions de leurs multinationales. La politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète, créé un état de guerre permanent, multipliant les conflits et les risques de guerres régionales. Jamais l'industrie de l'armement n'a été aussi florissante dans le monde. Cette logique militariste exclut la paix et nous menace d'une globalisation des conflits, qui, même si elle ne prend pas la forme d'une conflagration généralisée telle que la Seconde Guerre mondiale, engendrera des destructions et souffrances considérables.

Cette logique organique du capitalisme ne laisse pas d'autre issue que l'intervention directe des travailleurs et des peuples pour conquérir le pouvoir d'imposer la paix, c'est-à-dire des relations internationales fondées sur la coopération et la solidarité.

1 – Éditions Agone, 2017, 12 euros

DE OU NOUVELLES TENSIONS IMPÉRIALISTES?



le mode de production capitaliste à toute la planète.

Cette offensive libérale à l'issue des trente glorieuses a débouché sur la fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie, qui avait à la fois contribué aux luttes de libération nationale, tout en participant au maintien de l'ordre

mondial capitaliste au nom de la défense de ses propres intérêts. La fin de l'URSS marque une accentuation de l'offensive des classes capitalistes sous la houlette des USA. L'euphorie libérale et impérialiste l'emporte durant les années Bush, le capitalisme triomphe à l'échelle de la planète,

mais le mythe de « la fin de l'histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité. La première guerre d'Irak ouvre l'offensive contre les peuples pour imposer le libéralisme mondialisé, la stratégie du chaos qui débouche sur un nouvel ordre mondial déstabilisé et de nouvelles guerres.

MOBILISATION

C'est parti pour 1826 jours de résistance!



Le débat prend place. MB

Ce 20 mai, le collectif «Nos droits contre leur privilèges» prenait la place de Stalingrad à Paris pour marquer le début de 1826 jours de résistance à la politique de Macron. Le collectif, constitué en février dernier, est composé de 39 organisations dont Solidaires, la CNT-SO, le DAL, Attac ou le MNCP.

Le matin, une action était organisée devant la boutique LVMH de Saint-Germain, à laquelle une cinquantaine de militantEs ont participé, pour dénoncer les cadeaux fiscaux aux plus riches annoncés par le nouveau président et l'absence de mesures sociales.

En effet, le propriétaire du magasin en question n'est autre que Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, qui, dans son journal les Échos, a salué «un programme de liberté et de stimulation du succès économique.» On le comprend : grâce aux mesures fiscales prévues par Macron, son patrimoine et celui des autres grandes fortunes françaises seront stimulés au mieux dans les années qui viennent!

La tête et les jambes...

L'après-midi, près de 200 personnes ont participé aux huit ateliers thématiques portant sur le logement (le DAL organise le 24 mai la traque du ministère du Logement suite à sa disparition dans l'organigramme du nouveau gouvernement), les droits des chômeurs – que Macron veut obliger à accepter un poste, sous peine de sanction, après deux offres valables d'emploi – ou la réforme du Code du travail, c'est-à-dire une nouvelle loi El Khomri XXL dès cet été.

Après la restitution des différents ateliers, plusieurs interventions ont eu lieu : celle de la campagne BDS ; des représentantEs de la lutte indienne contre l'oléoduc de Standing Rock ; un représentant du Front social dont la prise de parole était particulièrement attendue. Force est d'ailleurs de constater que la dynamique n'est pas la même entre, d'une part, un cartel traditionnel d'organisations du mouvement social et, de l'autre, une initiative construite à la base avec un profil large.

L'important est que ces différents fronts de lutte puissent échanger entre eux pour mieux converger, à commencer lors du rassemblement prévu le lundi 19 juin à 18 heures devant l'Assemblée nationale.

LD

SEINE-SAINT-DENIS «Un accueil digne pour les migrants, le droit à l'éducation pour leurs enfants!»

C'est à plus de 200 que les professeurs des classes d'accueil de collèges et de lycées qui scolarisent les élèves étrangers se sont retrouvés ce jeudi 18 mai devant la direction départementale de l'Éducation nationale du 93 à Bobigny.

Faisant suite à une première mobilisation au mois de janvier, cette manifestation dynamique est venue affirmer la détermination des personnels à refuser la dégradation des conditions d'accueil des élèves étrangers.

Il faut dire que la situation n'a rien d'idyllique : il n'y a pas assez de classes d'accueil dans le département, et dans certains cas, les élèves peuvent attendre jusqu'à un an pour être scolarisés, et parfois bien trop loin de chez eux.

Essayant de faire face à cette situation sans débloquer les moyens suffisants, l'Éducation



Pas de deuil pour les classes d'accueil... DR

nationale crée maintenant des «unités pédagogiques» qui (si vous n'êtes pas experts en néo-mots bidons du milieu) veut dire que ce ne sont pas des classes mais des

Tels sont les résultats d'une étude publiée le 15 mai par la revue scientifique Nature par croisement de données, issues d'une trentaine de travaux scientifiques produits au cours des cinq dernières années, avec des études épidémiologiques. Sur 11 pays représentant environ 80% des ventes mondiales de véhicules Diesel, près d'un tiers des poids lourds et la moitié des voitures en circulation dépassent les limites légales de certification.

Les populations sont les plus touchées en Chine, en Inde et dans l'Union européenne, parce que c'est là que circulent le plus de voitures et de camions fonctionnant au diesel. En Europe, les excès d'émissions d'oxydes d'azote ont été en 2015 responsables d'environ 11 000 décès prématurés.

Dès octobre 2013, l'Organisation mondiale de la santé a classé la pollution de l'air extérieur comme cancérigène certain pour l'homme. Pourtant, les constructeurs automobiles continuent de nier ou de minimiser les dangers des émissions des moteurs automobiles. Des affirmations ménageant les secrets de fabrication et donc invérifiables, en opposition aux travaux scientifiques dont les sources et les méthodes sont publiques et soumises à des évaluations critiques. Il n'y a pas d'hésitation possible.

Tous pour le fric

En France, la connivence gouvernement-constructeurs se noue au plus haut de l'État, actionnaire des deux groupes automobiles Renault et PSA. Le ministre de l'Économie, un certain Emmanuel Macron, les félicitait en septembre 2015 : «en termes de respect des normes d'émissions polluantes, l'industrie française est en pointe en la matière, et c'est justement parce qu'elle est en pointe qu'elle n'a pas eu recours à des logiciels truqués comme certains de ses concurrents ont pu le faire». Bingo! Depuis, ouverture d'informations judiciaires visant Renault, puis PSA!

Alors que des solutions techniques existaient pour au moins réduire la pollution, les constructeurs automobiles ont

délibérément fait des choix nocifs, à coups de réduction de budget, de suppressions d'emploi et de choix techniques inefficaces, le tout pour offrir aux actionnaires le bon «taux de marge» et les meilleurs dividendes. Pendant des dizaines d'années, le diesel a été encouragé par les pétroliers, constructeurs, ainsi que par l'État, car la production électrique à 80% nucléaire en France laissait des millions de litres de carburants «lourds» sans débouchés. Mais aujourd'hui, le diesel est entré dans un déclin irréversible : déjà, il est retiré des petites voitures, et seules les voitures les plus puissantes pourront encore en être équipées. Combien de temps avant que le seul véhicule diesel en fabrication

reste le mastodonte Citroën DS7 Crossback, la nouvelle voiture officielle de Macron?

Préserver nos emplois et notre santé

Ce nouveau virage pourrait avoir pour conséquence, si les patrons restent seuls à décider, des milliers de suppressions d'emplois dans les centres d'études, les usines de moteurs, et chez les équipementiers. Face à ces futures attaques, des salariéEs peuvent partager la dénonciation patronale du «diesel bashing». Les difficultés se sont aggravées lorsque des instances syndicales cèdent au patriotisme d'entreprise qui «sauve les emplois». Il n'empêche que l'idée de se battre pour ne pas payer les frais des mutations technologiques et que tout soit mis en œuvre pour préserver la santé de touTEs et l'environnement est aujourd'hui porté par des secteurs significatifs. Aujourd'hui, plus de la moitié des véhicules circulant en France sont des diesels. Les possesseurs

de voitures les plus anciennes le sont par nécessité d'utiliser une voiture dans les zones périurbaines ou rurales et par contrainte financière. C'est pourquoi toutes les mesures et revendications de restriction de l'usage des voitures doivent être couplées avec l'exigence de transports collectifs répondant aux besoins de la population et gratuits pour les usages courants.

Ne laissons pas les firmes automobiles profiter cyniquement d'une mise à la casse de millions de voitures anciennes pour mieux refourguer des modèles récents et trouver sans contrôle de nouveaux gisements de profits! Aujourd'hui, si les projecteurs sont braqués sur les dangers des émissions de moteurs Diesel, les émissions des autres motorisations comme les menaces causées par la production d'électricité exigent des alertes tout aussi vigilantes. Aux constructeurs-pollueurs de payer et d'avoir à rendre compte des conséquences de leurs politiques.

Jean-Claude Vessillier

Cure d'amincissement pédagogique

Au lieu de 26 h en classe d'accueil, on passe à 20h, voire 15h, voire 12h dans ces fameuses «unités pédagogiques». Ainsi, ces élèves déjà fragilisés par l'exil, le déracinement et des situations souvent précaires, sont volontairement mis dans des situations d'insécurité qui ne favorisent pas l'apprentissage. L'Éducation nationale veut maintenant faire passer les anciennes classes d'accueil bénéficiant encore des 26h à la cure d'amincissement nommée «unités pédagogiques».

Reçus par l'un des responsables de l'Éducation nationale, les professeurs n'ont obtenu aucune réponse concrète à leurs revendications. Une prochaine journée de grève, le mardi 13 juin, a d'ores et déjà été votée par l'assemblée générale des professeurs mobilisés. Leur détermination est intacte. Il faut continuer!

Correspondante

DIESELGATE

Aux constructeurs-pollueurs de payer!

«Quand on dépasse les bornes, il n'y a plus de limites» disait le sapeur Camember... Les dépassements des normes de pollution par les moteurs Diesel des véhicules à moteur ont provoqué la mort de 38 000 personnes dans le monde en 2015...



Le profit à la pompe... mais qui paye? DR

FORD

Crise ou pas, ce sont les travailleurs qui payent!

Depuis quelques semaines, c'est un peu comme si c'était à nouveau la crise au sein de la multinationale Ford...

En peu de temps, les informations alarmistes se sont succédées : baisse des ventes de véhicules en Amérique, diminution du cours des actions en bourse, actionnaires mécontents du niveau de leurs dividendes, rumeur d'un plan de 20 000 suppressions d'emplois dans le monde (soit 10% des effectifs), annonce de 1400 suppressions

d'emplois quelques jours plus tard (en Asie et en Amérique)... Et pour finir cette série noire, le numéro 1 de Ford, M. Fields, est limogé pour cause de résultat insatisfaisants qui seraient liés à des mauvais choix stratégiques.

Bizarre... car jusqu'à présent, tout semblait aller pour le mieux dans le monde de Ford. Les profits étaient et sont toujours non seulement au rendez-vous, mais sont même historiques! Encore 10 milliards de dollars l'année dernière, avec en bonus le retour des profits pour Ford Europe qui a passé plusieurs années successives en déficit. Accompagnant logiquement les

FRONT SOCIAL

Ne laissons pas de répit à Macron!

Après les succès des manifestations des 22 avril, 1^{er} et 8 mai, le Front social est devenu un fait politique. Ce sont plus de 70 organisations syndicales, associatives ou divers fronts de lutte qui se sont coordonnés autour du Front Social.

FRONT SOCIAL

« C'est dans la rue que ça se gagne! »

Prenant appui sur ce succès, une AG parisienne se tiendra dès le 25 avril. Deux choses y seront décidées : refuser de se faire voler le 1^{er} Mai, fête internationale des travailleuses et travailleurs, en refusant d'appeler, même en creux, à voter Macron. Un pôle intersyndical défilera dans la manifestation du 1^{er} Mai avec la banderole « Peste ou Choléra : Front Social! C'est dans la rue que ça se gagne. » Le Front social n'en restera pas à refuser de donner une consigne de vote, mais proposera de regrouper à la fois celles et ceux qui ont l'illusion que le vote Macron serait un rempart à l'extrême droite, et celles et ceux qui veulent s'abstenir. Comment? En leur proposant de manifester dès le lendemain de l'élection : le 8 mai. Cette manifestation sera un succès bien plus important encore que les précédentes. 5 000 personnes pour les plus pessimistes, 10 000

pour les plus optimistes. Peu importe le nombre, personne n'a pu passer à côté de cette manifestation, ni Macron, ni les médias, ni même les directions syndicales. Le Front social se refuse à laisser le moindre répit à Macron et à sa politique. Macron ne s'en cache pas, il veut taper plus fort et plus vite contre le Code du travail. Il faut qu'il comprenne qu'en face la riposte sociale s'organise. C'est bien l'objectif du 19 juin à 18 heures où le Front social appelle à prendre la rue devant l'Assemblée nationale! En régions, d'autres manifestations ou rassemblements sont également prévus. Nous ne pouvons donc plus nous permettre d'hésiter : l'heure est à renforcer ce Front social face à Macron et à ses ordonnances. C'est le but de la rencontre nationale prévue le 10 juin à la Bourse du travail de République (Paris). Avec nos syndicats, nos associations ou individuellement, participons-y le plus massivement possible!

Pedro Cine

Leur point de départ commun? L'appel du 22 avril au 1^{er} tour social juste avant le premier tour de l'élection présidentielle : ils et elles n'ont pas accepté que le soir du 15 septembre, l'intersyndicale – sans que la moindre proposition alternative ne soit faite par quiconque – « siffle la fin de la partie » contre la loi Travail. En effet, plus aucune suite ne sera proposée dans la rue pour exiger l'abrogation de la loi El Khomri. L'appel du 22 avril « pour un premier tour social » est impulsé à l'origine par un groupe d'organisations syndicales et associatives : Info'Com-CGT, CGT Goodyear, CGT Énergie Paris, SUD Poste 92, Compagnie Jolie Môme, Bellaciao, SUD Commerces et services, CGT Wattleos. Ces militantEs se sont rencontrés dans la chaleur des mobilisations et portent un constat commun : face à la loi travail et son monde, il ne faut pas désarmer. Ils se sont tout d'abord mobilisés en soutien au 8 travailleurs de Goodyear condamnés à de la prison ferme pour avoir défendu leurs emplois, les 19 et 20 octobre 2016, puis le 11 janvier 2017. Très vite, ils ont refusé de se laisser piéger par le cirque électoral qui sert souvent d'excuses aux directions syndicales pour ne rien faire. Il y a une compréhension commune que tout ce que notre camp social et la jeunesse ont obtenu, c'est grâce à leurs luttes, grèves, blocages et occupations. Il est clair pour l'appel au 22 avril que 1936 et 1968 n'étaient dans aucun programme électoral. C'est donc le 16 février à la Belle Étoile, théâtre de la Compagnie Jolie Môme, que l'appel du 22 avril est rendu public. La manifestation pour un premier tour social sera un succès : entre 2000 et 3000 personnes. Le point de départ d'un réseau plus large est donc rendu possible par ce premier succès militant. Ce n'est pas tant le nombre que la signification de la manifestation : « C'est dans la rue que ça se gagne », et l'écho bien plus large qu'elle a dans bon nombre de milieux syndicaux et militants.

NARBONNE (11) Le papillon géant contre l'incinérateur d'Areva

Samedi 13 mai, plus de 1200 personnes se sont rassemblées contre le projet d'incinérateur Thor/TDN à Narbonne.



Samedi 13 mai, non au TDN! DR

Ce rassemblement pour protester contre le projet de traitement des déchets radioactifs et nitrés d'Areva a pris la forme d'un papillon géant. Il était appelé par l'association « Les Familles papillons » de Moussan, village le plus proche du futur site. Le NPA 11 y était présent. Ce projet est une aberration écologique. C'est un procédé expérimental qui n'a jamais été testé en grandeur nature, transformant les habitantEs du Narbonnais en cobayes. Il dégagera des quantités astronomiques de rejets nocifs (NOx, particules fines, métaux lourds

cancérogènes, perturbateurs endocriniens)... Selon les chiffres donnés par Areva lors de l'enquête publique, ces rejets seront supérieurs à ceux d'un incinérateur d'ordures ménagères d'une agglomération de plus de 200 000 habitantEs. Ainsi pour traiter 1 m³ de déchets, l'installation rejettera dans l'atmosphère 16 000 m³ de fumées toxiques.

Lourdes menaces

Pour faire tourner cet incinérateur et traiter les déchets selon ce procédé, il faudra par ailleurs consommer 80 000 m³ d'eau, 5700 tonnes de charbon,

2000 tonnes de gaz naturel, 10000 MWh d'électricité... Cela en contradiction complète avec les promesses des COP21 et COP22...

Se pose également la question esthétique avec la construction d'une cheminée de 30 m de haut et du panache de fumée qui en sortira 24h/24, au sein d'une agglomération de 100 000 habitantEs, de ses monuments et sites classés, d'une zone fortement touristique. De même que ce projet porte de lourdes menaces sur la viticulture audoise.

Avec la nomination d'un lobbyiste d'Areva à Matignon, il y a de quoi être inquiet, mais la mobilisation va continuer. Une prochaine manifestation aura lieu en juin, et le NPA fera tout pour que ce rassemblement soit une réussite.

Correspondant

Pour en savoir plus : <http://www.rubresus.org/actualites/la-reunion-du-covidem-comme-si-vous-y-etiez/>

MAINE-ET-LOIRE

Contre la marchandisation de la protection de l'enfance, mobilisation!

« L'enfant est au cœur de nos choix », déclarait il y a peu Christian Gillet, le président UDI du Conseil départemental de Maine-et-Loire. Les 800 salariéEs de la protection de l'enfance, mobilisés lundi 15 mai à Angers contre sa politique, n'étaient pas convaincus et se sont fait entendre!

« **R**etraité des appels à projets, arrêt des réorganisations destructrices de l'Aide sociale à l'enfance », ont exigé une nouvelle fois les manifestantEs. Au côté des travailleurs sociaux manifestaient aussi des salariéEs du Conseil départemental (CD49) et du CESAME (Centre de santé mentale angevin). Des préavis de grève avaient été déposés par la CGT.

La préfecture avait bien tenté d'interdire le parcours de la manifestation devant le CD49, mais les salariéEs ne se sont pas laissés intimider. Une centaine d'entre eux a même pu pénétrer dans les locaux en profitant d'une voiture qui sortait du parking!

L'intersyndicale du social – CGT, FO et SUD (tardivement rejointe par la CFDT... qui vient finalement de la quitter...) – avait déjà réuni 700 personnes le 4 mai dernier. La mobilisation prend de l'ampleur, et des collectifs de salariéEs se forment dans des établissements sans présence syndicale.



Devant le CD49, la colère! DR

Expérimentation libérale

Le secteur de la protection de l'enfance en Maine-et-Loire fait malheureusement office de laboratoire libéral, à travers une mise en concurrence des établissements entre eux, par le recours à des appels à projets, qui ne sont en fait que des appels d'offres déguisés. De 350 à 400 salariéEs sont directement menacés de licenciement. Quatre associations « historiques » pourraient tout simplement disparaître de la carte de la protection de l'enfance du département. Deux associations qui n'étaient pas présentes localement, et qui se financent en partie par des dons, feraient leur entrée : « SOS villages d'enfants », ainsi que la très catholique « Orphelins Apprentis d'Auteuil ». Quelles qualifications et quelle rémunération pour les salariéEs? On sait déjà que, là où elles sont présentes, ces associations travaillent au moindre coût, et n'appliquent pas la convention collective en vigueur dans le secteur (CCN66).

Face à l'obstination du Conseil départemental, les salariéEs ne lâchent rien. À l'issue de la manifestation du 15 mai, une AG de grévistes a décidé de poursuivre le mouvement tous les lundis. Des actions décentralisées ont lieu. Lundi 22 mai, ce sont plus de 400 salariéEs qui ont une nouvelle fois manifesté leur colère. Un mouvement qui s'inscrit dans la durée.

Correspondant



Les Ford et leurs soutiens au Mondial de l'Auto en 2014. PHOTOHÉRIQUE ROUGE/JMB

profits, des dividendes record ont bel et bien été distribués aux actionnaires, soit une quinzaine de milliards de dollars sur 5 ans, ce qui est très bien pour des gens qui ne participent pas vraiment à la production des richesses (voitures). En plus de cette situation financière d'un bon niveau, les

ambitions de la multinationale sont en hausse, avec des nouveaux modèles en projets, des objectifs de parts de marché en hausse, une autosatisfaction éblouissante dans la presse interne... À côté de ces discours euphoriques, la boulimie de rentabilité n'a jamais cessé.

Nous, salariéEs, avons toujours subi la même propagande concernant les nécessaires réductions des coûts. Les patrons nous parlent sans cesse de compétitivité, d'instabilité des marchés, de concurrence acharnée, et en permanence, ils nous font ressentir que tout est précaire. Du coup, chantage, nous sommes sans cesse sous la menace de perdre un jour nos emplois. C'est le cas de l'usine de Blanquefort (33) qui se trouve depuis plusieurs années en situation de précarité. L'avenir n'y est jamais serin.

Fin programmée?

Les dirigeants de Ford restent très silencieux sur leurs intentions. Nous n'avons plus d'activité garantie au-delà de la fin de 2018 début 2019. Ford nous refait le coup pas de la panne mais presque... Officiellement, ils cherchent un produit de substitution, une nouvelle transmission. Mais aucun

engagement, aucune preuve non plus qu'ils cherchent vraiment. Au contraire, nous avons tous les indices montrant qu'ils nous préparent à une fin progressive de l'activité, en douceur, avec un effectif vieillissant et de moins en moins nombreux. En effet, ce sont de 40 à 50 collègues qui partent en retraite chaque année sans être remplacés. Car les plans de suppressions d'emplois ne cessent jamais en réalité, c'est en continu : ainsi 500 emplois ont disparu ces 7 dernières années!

Cette diminution lente mais certaine d'activité et de personnel crée une ambiance morose. Les collègues, dans l'ensemble résignés, se démotivent et croient de moins en moins en une issue positive. Par son mutisme, par ses manœuvres, la direction de Ford prépare les esprits à une fin programmée. Il y a quand même une équipe de militantEs, un noyau de salariéEs qui résistent encore, qui dénoncent la politique

de Ford et l'attentisme des pouvoirs publics. On ne désespère pas. Nous avons bien réussi plusieurs grosses actions en début d'année qui montrent que nous n'avons pas dit notre dernier mot et que les collègues à un moment donné peuvent avoir la force de défendre leur avenir.

C'est bien ce qui est en discussion aujourd'hui, à savoir relancer la mobilisation, en préparant à nouveau une action pour juin, montrer qu'il faut compter sur nous, que nous n'acceptons pas la fin de l'usine, qu'il est encore possible de pousser Ford à maintenir l'activité et les emplois. En attendant, la CGT-Ford est allée soutenir, à La Souterraine et à Poitiers, les salariéEs de GM&S qui se battent aussi pour leurs emplois. Car la perspective se situe surtout dans les liens de solidarité entre salariéEs et population, dans la convergence des luttes et dans le « tous ensemble ».

Philippe Poutou

Souscription**Suivez l'argent!****D'où vient-il?**

Le NPA n'a que deux sources de financement : les cotisations versées par ses membres, et les dons versés par ses sympathisantEs... et par certains de ses membres. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2012, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne touche plus un centime d'argent public, comme ce fut le cas entre 1997 et 2012. Le NPA se retrouve donc dans une situation de totale indépendance financière. Mais celle-ci a, si l'on ose dire, un coût...

Car si le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir des aides publiques entre 1997-2012, pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État, celles-ci lui permettait d'avoir une trésorerie et d'assurer une certaine présence électorale. La philosophie était donc globalement la suivante : l'argent des militantEs et sympathisantEs allaient au budget courant, l'argent de l'État « revenait » à l'État dans le cadre des différents suffrages. Dépourvu d'aides depuis cinq ans, le NPA est donc structurellement en capacité d'assurer ses dépenses courantes. Mais rien de plus : nos recettes couvrent tout juste nos dépenses. Et nous n'avons pas de trésorerie. En clair, les sous sortent au compte-gouttes au fur et à mesure qu'ils entrent...

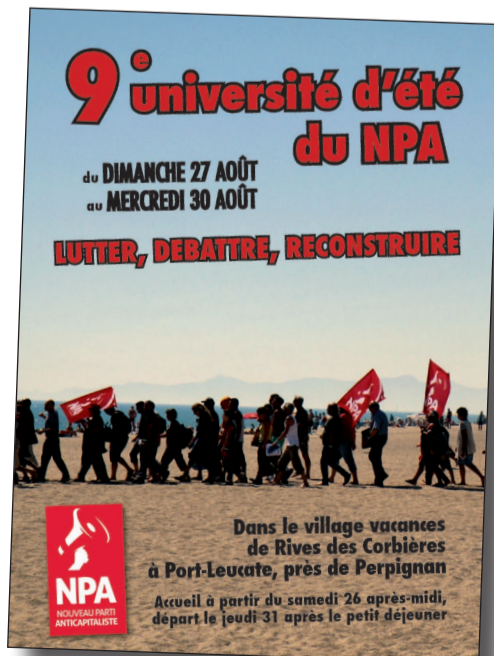
Où va-t-il?

Pour fonctionner, notre parti doit imprimer un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants, et des brochures... Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Des fournitures, des consommables et du petit matériel sont nécessaires pour « faire tourner la boutique ». Si la quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, nous rémunérons quand même quelques permanents indispensables au niveau central. Nos modestes locaux doivent être assurés, entretenus, leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings. Des commissaires aux comptes doivent être payés pour certifier nos comptes annuels, étape légalement indispensable. Poste très coûteux, les déplacements des militants pour les réunions internes, comme ceux de nos porte-parole, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe économique et les frais de bouche n'existent pas...

Redisons-le : si toutes ces dépenses courantes sont aujourd'hui couvertes, tout se joue sur le fil, tout est calculé au minimum, avec une capacité d'épargne quasi nulle. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget minimal, lequel ne comprend donc pas les très coûteuses échéances électorales. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons besoin de vous pour financer notre présence aux élections législatives, mais aussi pour permettre au NPA de faire face à toutes les échéances et mobilisations qu'il faudra construire contre la politique du président « yuppitérien » Macron.

Sylvain Madison

POUR VERSER À LA SOUSCRIPTION :
<https://souscription.npa2009.org>



INSCRIPTIONS EN LIGNE :
<https://npa2009.org/ue2017>

Législatives**Pour un vote de conscience, de combat, votez NPA!**

Emmanuel Macron a nommé son gouvernement qui confirme l'envoi d'une nouvelle offensive de la classe dirigeante contre les jeunes et les salariéEs. Le capital dispose de son relais direct au sommet de l'État pour s'en prendre à ce qui reste du Code du travail et des conquêtes sociales des générations précédentes...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Tous les membres de ce gouvernement sont des serviteurs zélés des grandes entreprises : Édouard Philippe, issu des Républicains ; Jean-Michel Blanquer, ancien directeur général de l'enseignement scolaire sous Sarkozy et directeur de l'ESSEC, une école formant les futurs patrons ; Muriel Pénicaud, ministre du Travail... ancienne DRH de chez Danone, Dassault, passée par Orange et la SNCF... Le Premier ministre a martelé son vœu de faire passer dès cet été les ordonnances visant à mettre en place une loi Travail XXL.

À des années-lumière des préoccupations de la grande majorité de la population, les politiciens de tous bords nous offrent le spectacle de la « lutte des places ». Les Républicains se pouillent avec En Marche ! Les anciens PS passent avec armes et bagages dans le camp de Macron. Et pendant ce temps, Mélenchon et le PCF se disputent les suffrages et les circonscriptions.

Votez comme vous luttez!

À l'opposé, nos candidatEs défendent une politique de lutte des classes : pour défendre nos intérêts, notre camp social ne pourra compter que sur ses propres forces en unifiant nos luttes. Des grèves et des luttes sociales ont lieu, comme le montre l'occupation de l'usine GM&S que les ouvriers menacent

de faire sauter pour préserver leurs emplois. Et de nombreuses autres luttes, moins médiatisées, mais qui démontrent que la colère sociale existe bel et bien.

ChômeurEs, jeunes, salariéEs du privé ou du public, c'est en nous unissant que nous pourrions arracher aux riches et aux puissants ce qu'ils nous volent depuis trop

longtemps. Nous devons remettre en cause le pouvoir de décision d'une infime minorité de capitalistes sur l'économie et toute la société.

Nous savons bien que les élections ne changeront pas la vie de la majorité d'entre nous, car tout dépendra de nos mobilisations pour dégager ceux qui possèdent tout. Mais c'est le message que nous cherchons à faire passer en présentant des candidats dans une quarantaine de circonscriptions. Et dans les circonscriptions où le NPA ne sera pas présent, nous appelons à voter pour les candidats de Lutte ouvrière, les seuls à porter avec le NPA une perspective anticapitaliste et révolutionnaire.

Votez pour les candidats du NPA, c'est voter pour nos luttes et pour notre camp social.

Denise Sarraute

**Les comités en action!**

Gers Le NPA à la fête! Samedi 20 mai, la fête du NPA32 s'est déroulée à Auch sous une halle de marché ouverte aux quatre vents, comme un symbole, pour porter aux quatre coins du Gers la voix des résistantEs à cette société capitaliste. Une fête sous le signe de la solidarité internationale avec nos camarades investis dans le soutien aux luttes du peuple palestinien. Soutien urgent aux grévistes de la faim s'opposant aux conditions inhumaines de détention dans les geôles israéliennes. Soutien à la juste cause de ce peuple qui veut vivre en paix. Soutien au quotidien par le boycott.

Une fête sous le signe de la réflexion avec Christine Poupin qui a présenté les contours de « la société que nous voulons construire ». Cette société de justice sociale, écologique...

Une fête où Philippe Poutou, venu remercier les militantEs et sympathisantEs de leurs investissements dans la campagne présidentielle, a été accueilli par une *Internationale* pour rappeler que notre drapeau et nos chants ne se confondront jamais avec ceux des nationalistes. Il a insisté sur notre priorité qui est l'organisation de la résistance au programme antisocial de Macron. Une fête où l'appel fut lancé par le NPA 32 aux forces de notre camp pour construire un front social, seule solution pour faire reculer cette politique au service des possédants, seule condition pour anéantir durablement les idées de l'extrême droite. Les 70 participants ont démontré que nous pouvions débattre dans le respect et l'écoute. Nous sommes décidés à vivre ensemble, à la différence de ceux qui déversent une haine quotidienne.



DR

Haute-Savoie L'Anticapitaliste était là! Pour la première année, le NPA 74 a pu tenir un stand de notre journal lors du week-end organisé les 20 et 21 mai par le comité « Citoyens Résistants d'hier et d'aujourd'hui ». Cette initiative est née en 2008 en réaction à la provocation de Sarkozy venu en mai 2007 sur le plateau des Glières récupérer ce lieu de résistance haut-savoyard. Deux jours de débats, forums, expos, films qui rassemblent chaque année toujours plus de monde : environ 1500 personnes venues de toute la France.

Des débats de grande qualité, avec notamment un débat entre Corinne Morel-Darleux de La France insoumise et Daniel Tanuro de la LCR Belgique sur « l'anticapitalisme et l'écologie sociale comme réponse face au défi climatique », avec un autre débat, « le recours à des instruments protectionnistes est-il nécessaire à la défense des intérêts des travailleurs ? », en présence de David Cayla des Économistes atterrés et Éric Lahy de Lutte ouvrière.

Concert avec HK le samedi soir et prise de paroles de résistants d'hier et d'aujourd'hui sur le plateau des Glières le dimanche. À souligner les interventions d'Antoine Deltour (Lux Leaks), de Guido Fissore (militant italien No TAV condamné pour ses actions) et de Philippe Pascal (inspecteur URSSAF à Avignon, inculpé et condamné pour avoir redressé le frère de Thierry Mariani, président de la CCI du Vaucluse et gérant de multiples sociétés)... À espérer pour l'année prochaine que les organisateurs de cette initiative reconnaissent enfin le droit aux organisations politiques et syndicales d'être présentes en tant que telles !

Toulouse (31) Les anticapitalistes font la fête et préparent les mobilisations contre Macron.

400 anticapitalistes se sont réunis samedi 20 mai pour la fête annuelle du NPA 31. MilitantEs politiques, syndicalistes, jeunes révoltés, associatifs et sympathisantEs, se sont retrouvés pour la deuxième année consécutive salle San Subra, au cœur du quartier Saint-Cyprien. Le cadre est convivial et l'espace utilisé au mieux : buvette, librairie, exposition sur la Bolivie, photos du mouvement contre la loi travail, espace enfants, stands d'organisations « amies »...

Dès 13 heures, les animations ont commencé avec la diffusion du documentaire *les Sentinelles* de Pierre Pézerat suivi d'un débat avec Annie Thébaud-Mony, sociologue et spécialiste de la santé au travail. Reportage poignant sur les ravages de l'amiante et des pesticides et sur les luttes menées contre eux. Puis Julien Salingue et Emmanuel Vire, secrétaire général du Syndicat national des journalistes CGT, ont animé un débat, devant une salle bien remplie et attentive, sur les médias et la fabrique de l'information.



DR

En fin d'après-midi, la compagnie Youpicascade (théâtre de rue) a enflammé l'assistance avec son spectacle *Zuper*. Cela juste avant le meeting avec Olivier Besancenot qui a commencé dans une salle comble.

Pauline a d'abord pris la parole pour présenter la campagne européenne pour le droit à l'avortement, puis Olivier a fait le point sur la situation politique : préparer dans l'unité l'affrontement inévitable avec Macron et reconstruire un courant anticapitaliste et révolutionnaire large !

Pour finir cet événement réussi, deux concerts ont animés la soirée avec les groupes 3^e Class et Ministeri Del Riddim.

Après une campagne Poutou dynamique à Toulouse, la fête anticapitaliste a permis de regrouper les anticapitalistes et de les tourner vers la préparation des mobilisations à venir. Un premier pas important dans la tâche qui nous attend pour mettre en échec les projets de Macron.

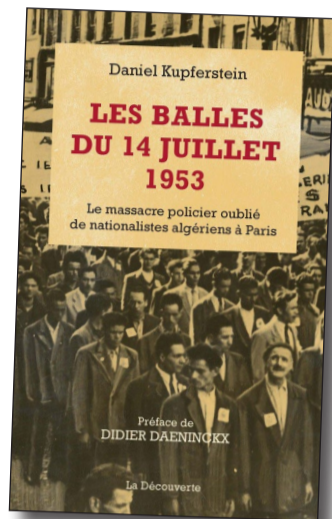
Essais

Les balles du 14 juillet 1953. Un massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris, Daniel Kupferstein

La Découverte, 2017, 18 euros

Documentariste, Daniel Kupferstein a changé de média pour approfondir le travail qu'il avait fait en 2014 à travers un film enquête éponyme...

Daniel Kupferstein rend hommage à Maurice Rajsfus qui avait déjà traité ce sujet en 2003 dans *Un 14 Juillet sanglant*, et le reprend après une enquête de quatre ans en France et en Algérie. En 1953, juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en pleine guerre froide – dont la conséquence est un redoutable anticommunisme qui a déjà autorisé Jules Moch à envoyer mater les mineurs du Nord en 1948 –, au moment où le système colonial commence à être ébranlé, la violence répressive est à son comble. Jusqu'en 1953, le 14 Juillet n'était pas seulement une exhibition militaire, mais aussi un défilé des syndicats



qui se faisait de Bastille à Nation. 10000 à 15000 manifestantEs, dont 6000 à 8000 travailleurs algériens (à cette date, ils sont plus de 300000 en France), sous le drapeau nationaliste du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) créé en 1945 par Messali Hadj suite

aux massacres perpétrés par les Français, notamment à Sétif. Les paras agressent violemment les Algériens sur la place de la Nation, faisant en quelques minutes six morts et des dizaines de blessés. Les 2200 policiers présents protègent les paras. En fin de journée, les paras attaquent le siège du PCF.

Aux prémices de la guerre d'Algérie

Daniel Kupferstein démonte à travers les archives et les entretiens très riches avec les manifestantEs et les policiers la machine d'État qui va mentir sur l'origine de la violence, disculper les paras et la police, et mettre en cause les manifestantEs. La presse bourgeoise joue bien le jeu : *L'Aurore* titre « Ce 14 Juillet, hélas, ensanglanté par une émeute communiste », et *Paris Match* montre les cars de police brûlés...

Cette manifestation signe le vrai début de la guerre, et elle est d'ailleurs suivie en Algérie de grèves et de débrayages

à l'arrivée des cercueils et lors des enterrements.

Ce massacre de 1953 a ensuite été occulté aussi bien en France qu'en Algérie, les morts n'ont pas été reconnus comme victimes politiques, la guerre et la contestation du rôle de Messali Hadj n'y étant pas étrangère. En France bien sûr, la politique du déni a prévalu. Grâce à Maurice Rajsfus dans un premier temps et aujourd'hui à Daniel Kupferstein, ce drame – qui pourrait avoir de sinistres échos dans le contexte actuel – peut être enfin compris et son rôle essentiel dans la guerre de libération de l'Algérie reconnu.

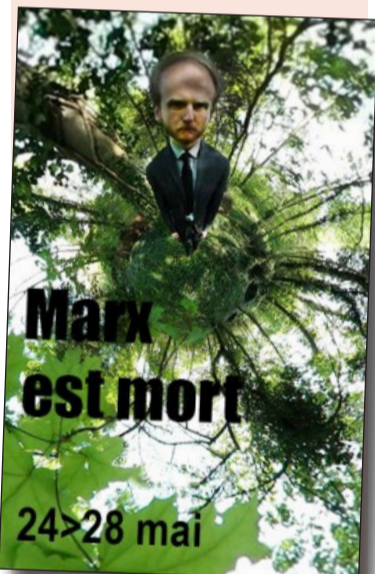
Catherine Segala

RENCONTRES DE LA BRÈCHE

Avec Daniel Kupferstein
VENDREDI 2 JUIN À 18H

À la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e

Théâtre



Marx est mort, d'après Grego Pluym, par la Cie Les Grands Mâtins

Il s'agit d'une création qui s'inscrit dans une démarche documentaire et citoyenne, à partir d'improvisations et de témoignages autour du thème du travail. Marx est mort est une partition pour trois comédiens... et un cercueil. En tentant d'explorer les circonstances troubles de cette disparition, trois individus interrogent le lien que nous entretenons avec le monde du travail. Tarif préférentiel à 10 euros sur réservation en donnant le mot de passe « travail » : par mail reservation@theatredevelopprime.com ou par téléphone au 0143404444.

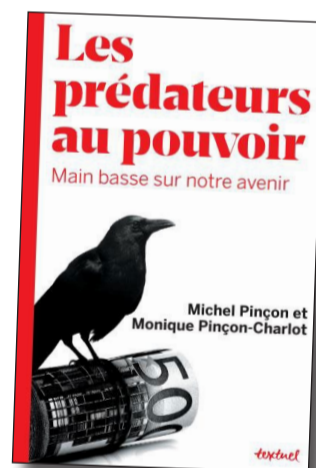
DU 24 AU 28 MAI
au Théâtre de l'Opprimé,
78, rue du Charolais, Paris 12^e

Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot

Textuel, 2017, 8 euros

En écrivant ce petit livre de 63 pages, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont fait œuvre de salubrité publique. On y trouve rappelé beaucoup d'éléments factuels sur les dominants et leurs liens organiques avec les États et les politiciens. La capacité du capital d'enrôler de multiples secteurs de la vie sociale au service du profit est soulignée : du réchauffement climatique (avec le marché des droits à polluer) à la santé et à l'action sociale (où s'étend le champ du privé et donc une gestion dont les ressorts sont contradictoires avec une prise en charge correcte des personnes). La montée des inégalités et l'impudence d'une classe dominante mobilisée pour ne pas payer d'impôt font le jeu de prétendus « antisystèmes » comme Trump et les Le Pen, tandis

qu'un Macron est un manipulateur idéologique qui fait « passer une liberté négative et individualiste pour la liberté sociale ». Les auteurs soulignent à juste titre qu'au-delà des itinéraires personnels les « affaires » doivent être analysées avec les outils de la sociologie qui mettent en évidence une classe dominante. La pensée néolibérale, écrivent-ils, « enveloppe la guerre des classes d'un brouillard dense et d'une nuit impénétrable ». Leur texte vise, comme leurs ouvrages antérieurs, à contribuer à dissiper ce brouillard. Même si, parfois, on aimerait y trouver des développements plus amples (par exemple sur l'instrumentalisation des nouvelles technologies, sur la finance, etc.), leur travail est fort utile. Et pour ceux qui veulent faire le point sur ce qu'est la classe qui nous



domine, il est aussi utile de lire (si ce n'est pas déjà fait) *Sociologie de la bourgeoisie*¹.

Henri Wilno

1 – La Découverte, 2016 (réédition), 10 euros.

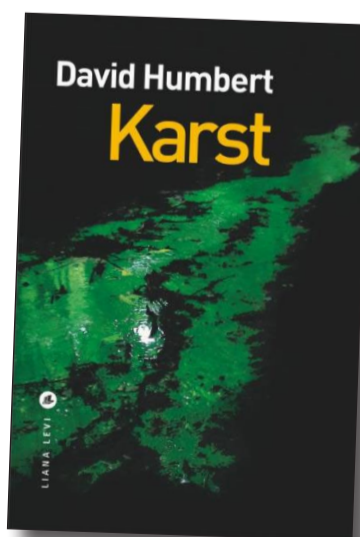
Roman

Karst, David Humbert

Éditions Liana Levi, 2017, 20 euros

Il s'agit du premier roman d'un journaliste scientifique et géologue. Sanctionné et muté du 36, quai des Orfèvres à Rouen, sa ville natale, Paul Kubler, policier intègre et atypique, a du mal à rester dans les clous plantés pour banaliser le chemin du flic obéissant. Lui, il veut des histoires et même, il les cherche. L'occasion ne tarde pas à se présenter, quand l'eau du robinet devient rose, puis vert fluo. L'enquête va le conduire à dénouer plusieurs affaires imbriquées entre elles qui rappellent des magouilles politico-financières bien réelles. Des fûts de polluants enfouis, une contamination criminelle des sources alimentant la ville en eau potable, une déclaration officielle annulée permettant la construction

d'un centre commercial et d'un lotissement, des caïds locaux payés par un patron liquidateur pour faire le coup de poing dans les manifs, sont les ingrédients principaux de cette fiction policière bien documentée. L'auteur nous entraîne dans les immenses cavités de craie exploitée depuis des siècles pour sa blancheur et sa qualité, et dans les profondeurs creusées au fil du temps par l'infiltration et l'action dissolvante de la pluie sur les roches calcaires : le karst. En prime, une découverte de Rouen et de ses quartiers qui bouscule bien des idées touristiques convenues (le Robec ne coule pas là où l'on croit !) et des prises de positions écologiques et syndicales sympathiques. Un réquisitoire contre l'agriculture intensive

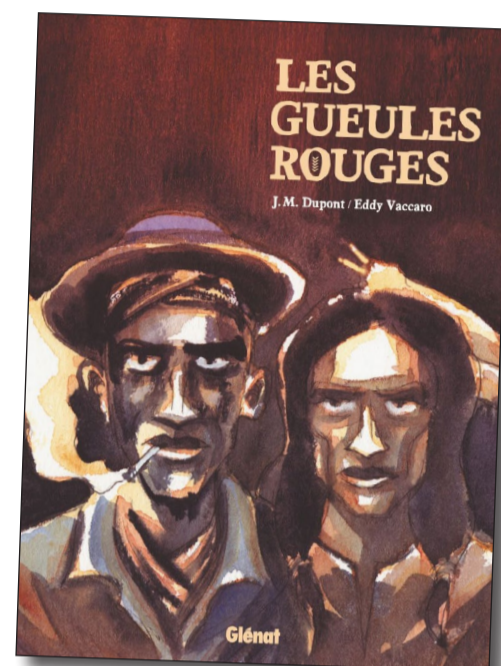


et les patrons voyous accompagne agréablement la lecture de ce polar intelligent et divertissant.
Sophie Ozanne

BD

Les gueules rouges, scénario de Jean Michel Dupont et dessin de Eddy Vaccaro

Glénat, 2017, 20,50 euros



Une rencontre entre des « gueules rouges » et des « gueules noires » n'aurait rien de surprenant dans le Wyoming (USA), sauf que le récit de cette BD se déroule dans le nord de la France et en 1905. Une histoire est inspirée de faits authentiques. Le cirque de Buffalo Bill et de ses Sioux sillonne la France et la Belgique en 1905. Un événement pour le pays valenciennois et un bouleversement pour le jeune Gervais, 12 ans, qui ne rêve que de découvrir le monde en lieu et place des terrils et du carreau de la mine, où son père veut le contenir contre l'avis de l'instituteur laïc et colonialiste. Le gamin déjoue la surveillance de ses parents et des gardiens du cirque de Cody pour parvenir à pénétrer sous le chapiteau où il peut suivre le fabuleux spectacle. Repéré par les gendarmes, il ne parviendra à fuir qu'avec la complicité de deux Indiens (White Eagle et Setting Sun) qui le cachent puis le ramènent chez lui sur leurs fières montures.

Quelques pages auparavant, les auteurs nous racontent l'horrible vie des chevaux cantonnés au fond de la mine et aveugle au bout de quelques mois seulement. La rencontre entre les mineurs et les Sioux commence donc par ce vif contraste rapidement effacé par la consommation de nombreuses bouteilles de genièvre. Las ! La petite fille de 5 ans du directeur de la mine a été sauvagement assassinée pendant la nuit de la représentation alors qu'elle avait échappé à sa gouvernante pour essayer elle aussi de rejoindre le cirque. Qui d'autres que les « sauvages » auraient pu commettre un tel forfait et laisser à proximité du cadavre mutilé une bouteille de genièvre ? Tout l'intérêt de la BD réside dans la réaction des différentes composantes du monde de la mine. Du syndicaliste anarchiste aux prostituées qui prennent fait et cause pour les Indiens tandis que « Monsieur le Curé » et les notables appellent au lynchage des Indiens, sans foi ni loi...

Les planches au trait charbonneux d'Eddy Vaccaro accentuent cette différence de classes tandis que nombre d'allusions rappellent que l'année 1905 marquera la séparation de l'Église et de l'État, cela au grand dam du curé qui voue les laïques aux flammes de l'enfer en pleine prêche. Des flammes qui n'épargneront pas les mineurs, puisque la catastrophe de 1906 tuera plus de 1000 ouvriers d'un coup, en attendant la « der des der » où notre gamin, devenu adulte, croisera à nouveau un éclaireur sioux dans les tranchées de la mort.

La BD témoigne sans lourdeur de la cruauté d'une société, colonialiste à l'intérieur comme à l'extérieur, où les « sauvages » ne sont pas ceux que l'on croit. Le cirque de Buffalo Bill en témoigne, comme les rares échappées bleues du dessinateur et coloriste alimentent la flamme de l'espoir.

Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Aux portes du tribunal, 500 personnes, dont 250 salariéEs de l'usine et des délégations essentiellement CGT de la Vienne et de départements limitrophes, étaient rassemblées pour apporter leur soutien aux 279 salariéEs mobilisés depuis plusieurs mois pour sauvegarder leurs emplois. Philippe Poutou (présent ainsi que Mickaël Wamen de l'ex-CGT Goodyear) était de nouveau très sollicité par des salariéEs, confortés dans leur volonté de se battre par ses prestations face à Le Pen, Fillon et Macron lors de la campagne présidentielle. La décision sera rendue mercredi 24 mai et les salariéEs décideront de la poursuite de leur lutte en assemblée générale. Dans tous les cas, rien que du provisoire. Soit la liquidation immédiate qui signifie la fin de l'activité de l'entreprise (mais le tribunal peut repousser l'échéance de plusieurs mois). Soit un prolongement de la période d'observation. Le site de GM&S à La Souterraine est le deuxième employeur privé de Creuse. L'entreprise est en redressement judiciaire depuis décembre. Les salariéEs occupent le site depuis le 11 mai et l'ont « piégé » avec des bonbonnes de gaz. Ils se battent pour obtenir un sursis en vue d'une reprise.

À quel prix ?
Pourtant le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts ces derniers jours pour éviter que « ça pète ! ». Multipliant les rencontres avec les salariéEs et les organisations syndicales, le pouvoir cherche un compromis entre son libéralisme congénital et sa volonté de montrer que l'État n'est pas complètement impuissant devant les diktats patronaux, début de quinquennat et élections législatives obligent. Pourtant les organisations syndicales et les salariéEs préfèrent parler de sursis que de franche victoire et craignent que le prix à payer soit lourd. En effet, si le ministre de l'Économie, Bruno Lemaire, prétend avoir obtenu de PSA et de Renault l'engagement de porter respectivement

GM&S UN COMBAT EXEMPLAIRE

Ce mardi 23 mai, le tribunal de commerce de Poitiers devait décider de l'avenir immédiat de l'équipementier automobile GM&S...

leurs commandes de 10 à 12 millions d'euros et de 5 à 10 millions, on est loin des 35 à 40 millions nécessaires pour assurer la pérennité du site. En tout état de cause, cette enveloppe de commandes ne permettrait de conserver que 90 à 100 emplois à La Souterraine. En l'occurrence, l'équipementier GMD, qui a généré 752 millions d'euros de ventes en 2014... Un très mauvais souvenir pour les salariéEs. Les uns, gouvernement, et les autres, GMD, ne font pas mystère

du fait que la reprise de l'activité ne se fera qu'au prix de nombreuses suppressions de postes de travail et d'une réorganisation pour « gagner de la compétitivité » : en gros produire autant avec moins de salariéEs, donc une dégradation des conditions de travail. La lutte pour conserver tous les emplois continue pour les salariéEs de GM&S, plus que jamais décidés à se battre « jusqu'au bout ».

Robert Pelletier

« Il y a tellement de colère accumulée que tout peut arriver »

Entretien. Au cours de la mobilisation, nous avons recueilli les témoignages de deux salariéEs du site « Pierre » et « Jean » qui n'ont pas souhaité que leurs noms soient connus.

Vous avez dans les jambes 6 mois de mobilisation et la volonté d'aller jusqu'au bout. Comment le ressentent l'ensemble des salariéEs ?

Pierre : La grande majorité du personnel est dans l'action et répond aux propositions de la CGT. Il y a à peu près une trentaine qui ne font rien pour diverses raisons, mais ils ont tort de ne pas s'impliquer. C'est notre avenir à tous qui est en jeu.

Comment est organisée votre lutte ?

Pierre : C'est la CGT qui organise tout, à tous les niveaux, et les décisions sont prises en assemblée générale avec une participation allant d'une centaine à plus de 200. Heureusement, beaucoup de monde met la main à la pâte pour aider à tout ce que l'on fait. On bosse plus qu'au boulot, mais au moins c'est pour nous ! Et puis, comme ce n'est pas



À La Souterraine mardi 16 mai. DR

la première fois qu'on lutte, on est de plus en plus soudé et bien rodé !

Comment se passe la grève ?

Pierre : On est en grève depuis le 11 mai avec occupation. 230 grévistes qui se relaient par équipe de 15 à 30 pour garder l'usine. Tout le monde est volontaire, et nous n'avons pas de problème pour les roulements. On est bien organisé, et s'il y a un coup dur, on peut réunir tout le monde en moins d'une demi-heure !

Pourquoi piéger l'usine ?

Jean : Pour tout faire sauter ! (rires)

Pierre : Dans le passé, à chaque reprise de l'entreprise, on s'est fait avoir. Les patrons rachètent pour « 1 euro symbolique », pillent la boîte et se cassent. Le pire, c'était Altia. Ils nous ont tout pris et les dirigeants ont mis les bâtiments en SCI (société civile immobilière) et continuent à ponctionner 240 000 euros par an. Personne ne fait rien ! Alors, si on a piégé, c'est pour se faire entendre, et s'il n'y a pas de solution, à quoi bon leur faire cadeau de l'usine...

Est-ce que la manif réussie du mardi 16 mai vous a été utile ?

Jean : Oh que oui ! Ça montre qu'on n'est pas tout seul, qu'on est bien soutenus. Ça m'a fait chaud au cœur.

Pierre : Moi, j'en eu les larmes aux yeux de voir tout ce monde venu nous soutenir.

Et le soutien de Mélenchon et de Poutou ?

Jean : C'est très bien qu'ils soient venus, ils ont multiplié la présence des journalistes, ça fait encore plus parler de notre lutte. Je n'ai pas suivi tout ce qu'ils ont dit, mais j'étais très content de les voir avec nous.

Est-ce que vous envisagez de joindre les autres entreprises comme

Whirlpool, Tati où Vivarte qui sont dans la même situation afin de regrouper les forces ?

Jean : Aucune idée. Peut-être que c'est possible, je ne sais pas... Mais quand on peut, on aide. On a été soutenir l'hôpital d'Aubusson, les agents du CHU de Limoges quand ils étaient en grève... Ici à La Souterraine, on est avec les gars de la SNCF qui se battent contre la fermeture de la gare.

Quand est-il pour vos salaires ?

Pierre : Pour l'instant, nos salaires (de base) sont versés normalement, hors journées de grève bien sûr, mais pour mai nous n'en savons rien. La Région a proposé une avance de 580 000 euros pour payer les salaires, mais sous réserve de poursuite de l'activité.

Ce week-end, le gouvernement a fait de nouvelles propositions. Vous en êtes où ?

Jean : Pas plus avancé, c'est toujours le flou. On en a parlé ce matin et les syndicats discutent en ce moment (lundi 22 mai) à la préfecture. Pour moi, ce n'est pas assez.

Pierre : Déjà, cela prouve qu'on a eu raison de se bouger. Si on avait rien fait, il y a longtemps que la boîte serait fermée. Pour notre avocat, ce n'est pas suffisant. Il manque au moins 10 millions d'euros pour garder tout le monde. On ne veut pas de licenciements.

Qu'envisagez-vous après la nouvelle manifestation du 23 mai au tribunal de commerce de Poitiers ?

Jean : Faut voir, c'est pile ou face. Si le tribunal prolonge, ce sera un soulagement. S'il liquide la boîte, il y a tellement de colère accumulée que tout peut arriver...

Pierre : On a tout fait pour obtenir un sursis. On verra...
Propos recueillis par Hubert du NPA Limoges

L'image de la semaine



Vu ailleurs



USA: MORTALITÉ MATERNELLE DEUX FOIS PLUS ÉLEVÉE QU'EN FRANCE. Chaque

année aux États-Unis, de 700 à 900 femmes meurent des suites de leur grossesse ou accouchement révèle une enquête du site d'investigation américain ProPublica, publiée mi-mai.

Pourtant, partout dans les pays du Nord, le taux de mortalité maternelle diminue (en France, 85 femmes décèdent d'une cause liée à la grossesse, à l'accouchement ou à leurs suites, soit un taux de mortalité maternelle quasiment deux fois inférieur à celui des États-Unis). Aux États-Unis, il a augmenté entre 2000 et 2014.

« Les femmes américaines ont trois fois plus de probabilités de mourir pendant leur période maternelle (qui court du premier jour de leur grossesse jusqu'à 12 mois après la naissance) que les Canadiennes, et six fois plus de probabilités que les femmes scandinaves », précise l'auteure de l'enquête, la journaliste Nina Martin qui s'intéresse aux questions féministes et de santé depuis plus de 30 ans. Selon une récente étude, 60% de ces morts sont évitables.

La mortalité maternelle est plus élevée parmi les afro-américaines, les femmes à bas revenus et celles qui habitent dans les zones rurales. Ce fléau touche cependant des femmes de toutes origines et milieux sociaux, partout dans le pays. (...) Les raisons de cette haute mortalité maternelle sont multiples, explique Nina Martin. Les femmes deviennent mères plus tard qu'avant, avec des dossiers médicaux complexes plus nombreux. De nombreuses naissances ne sont pas planifiées et les femmes tardent à signaler à leur médecin leurs éventuels soucis de santé. La fragmentation du système de santé, largement privé, fait que les jeunes mères, et notamment celles qui n'ont pas de bonne assurance, ont beaucoup de difficultés à bénéficier d'un suivi médical adapté. Enfin, les connaissances cliniques des équipes sont clairement insuffisantes, avec de vraies défaillances en matière de reconnaissances des symptômes inquiétants, susceptibles de déboucher sur la mort des femmes.

« Inquiétante augmentation de la mortalité maternelle aux États-Unis », Nolwenn Weiler, Bastamag, lundi 22 mai

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org